

MOUVEMENTS

CLÉS POUR L'ACTION POPULAIRE

« LE MOUVEMENT OUVRIER, L'IMPÉRIALISME ET LA GUERRE »

EDITORIAL : GREVE PARTOUT ! ■ COMPRENDRE L'IMPÉRIALISME COMME UN SYSTÈME ■ LE DANGER NUCLÉAIRE ■ AVANT LA GUERRE : COMPRENDRE L'HISTOIRE DES RELATIONS ENTRE L'UKRAÏNE ET LA RUSSIE ■ FEMMES DANS LA GUERRE, FEMMES CONTRE LA GUERRE : ENTRETIEN AVEC VALERIYA ZUBATENKO ■ DE LA PLACE, IL Y EN A ! ■ L'AFRIQUE ET LA GUERRE EN UKRAÏNE : UN AFFAIBLISSEMENT DU NÉOCOLONIALISME ? ■ CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ PAR EN-BAS AVEC LA POPULATION UKRAÏNIENNE ■ BELGIQUE : LA FIN DU DÉSARMEMENT ■ AGENDA



ABONNEMENT

Éditeur responsable Gilles Maufroy
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
info@mocbxl.be

Mouvements

10 € / an sur le compte BE74 7995 5015 5407
mention «abonnement mouvements»

Impression et mise en page CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale



S O M M A I R E

EDITORIAL : GRÈVE PARTOUT !	5
COMPRENDRE L'IMPÉRIALISME COMME UN SYSTÈME	7
LE DANGER NUCLÉAIRE	11
AVANT LA GUERRE : COMPRENDRE L'HISTOIRE DES RELATIONS ENTRE L'UKRAINE ET LA RUSSIE	18
FEMMES DANS LA GUERRE, FEMMES CONTRE LA GUERRE : ENTRETIEN AVEC VALERIYA ZUBATENKO	28
DE LA PLACE, IL Y EN A !	32
L'AFRIQUE ET LA GUERRE EN UKRAINE : UN AFFAIBLISSEMENT DU NÉOCOLONILISME ?	36
CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ PAR EN-BAS AVEC LA POPULATION UKRAINIENNE	39
BELGIQUE : LA FIN DU DÉSARMEMENT	47
AGENDA	51

E D I T O

EDITORIAL : GRÈVE PARTOUT !

L

COMPRENDRE L'IMPÉRIALISME COMME UN SYSTÈME

Par Joseph Daher,

Auteur et Professeur à la faculté des sciences sociales
et politiques de l'Université de Lausanne

L'INVASION DE L'ARMÉE RUSSE DE L'UKRAINE À LA FIN FÉVRIER 2022 A RAVIVÉ LES DÉBATS SUR LA NATURE DE L'IMPÉRIALISME. POUR CERTAIN.E.S, L'IMPÉRIALISME SE RÉDUIT À UN SEUL ACTEUR DOMINANT, LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ACCOMPAGNÉ PAR DES ALLIÉS, SOUVENT D'ANCIENNES PUISSANCES COLONIALES COMME LA FRANCE ET L'ANGLETERRE. CE RAISONNEMENT S'INSCRIT PRINCIPALEMENT DANS UNE MAUVAISE COMPRÉHENSION DU SYSTÈME CAPITALISTE, ET/OU DANS UNE VISION DU MONDE HÉRITÉE DE LA « GUERRE FROIDE » OÙ LES MÊMES COURANTS SOUTENAIENT LE BLOC DE L'URSS FACE AU BLOC OCCIDENTAL. LA RUSSIE ET SES ALLIÉS, L'IRAN ET LA SYRIE NOTAMMENT, SONT ALORS PERÇUS COMME DES « ETATS ANTI-IMPÉRIALISTES » S'OPPOSANT AUX ETATS-UNIS. CETTE LOGIQUE MÈNE À DES POSITIONS HOSTILES FACE À CERTAINS SOULÈVEMENTS POPULAIRES, COMME CELA A ÉTÉ LE CAS AVEC LA SYRIE EN 2011 ET L'UKRAINE EN 2014.

L'impérialisme états-unien reste bien sûr le plus important à travers sa puissance militaire et économique. Cela dit, il est nécessaire de comprendre l'impérialisme comme un système global lié au développement et aux transformations du système capitaliste, et non à quelques acteurs limités. L'influence de plus en plus affirmée de la Chine est particulièrement visible. Pékin est devenu la plus grande force industrielle et commerciale mondiale et exporte son capital économique et humain de plus en plus vers d'autres régions du monde, particulièrement l'Afrique. Dans une moindre mesure, la Russie a également affirmé sa puissance au niveau international, particulièrement par sa force militaire en multipliant les interventions militaires à l'étranger, comme en Syrie à partir de 2015.

L'impérialisme moderne, ou capitaliste, remonte au développement de l'esclavage qui était un élément-clé des capitalistes leur permettant d'accumuler les fonds pour investir dans les industries émergentes. Il prendra de plus en plus forme par la suite à la fin du 19^{ème} siècle. L'impérialisme doit être compris comme l'intersection et la fusion de concurrences et compétitions économiques et géopolitiques. C'est cette relation dialectique entre ces deux logiques qui explique les dynamiques impérialistes actuelles. Les relations de pouvoir changent en effet à travers le temps selon

le développement capitaliste de chaque pays et de la situation politique et il en va de même pour les alliances. De même, il faut comprendre que si le capitalisme tend à s'étendre au monde entier, il ne le fait pas de manière linéaire et harmonieuse. En effet, les états ne suivent pas les mêmes formes et phases de développement et cela permet à certains acteurs de rattraper un retard sur d'autres comme ce fut avec l'Allemagne ou le Japon à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle ou bien, ces dernières décennies, avec la Chine qui rivalise avec les Etats-Unis comme puissance économique.

Marx affirmait que le capitalisme s'inscrivait dans deux caractéristiques fondamentales :

- 1) L'exploitation du salariat par le capital, antagonisme de classe fondamental et
- 2) par le fait que la classe capitaliste n'étant pas un

bloc unifié : il existe des rivalités entre les capitalistes qui se disputent sur les restes et profits de l'exploitation. En d'autres termes, l'impérialisme est un processus de conflits entre Etats capitalistes puissants sur le contrôle des butins de la planète.

L'échec américain de l'invasion de l'Irak, qui n'est plus à démontrer, et dont le peuple irakien souffre encore aujourd'hui des conséquences, et la crise économique et financière mondiale de 2007-2008 qui





Impérialisme - Joe Biden et Vladimir Poutine

a porté un coup sévère au niveau économique et de prestige pour le modèle néo-libéral états-unien au niveau mondial, ont provoqué un affaiblissement relatif de sa puissance globale. Cela a non seulement laissé plus d'espace pour d'autres forces impérialistes mondiales comme la Chine et la Russie, mais aussi à des puissances régionales, que l'on appelle généralement sous-impérialismes ou impérialisme régionaux, dans leurs zones d'influence respectives. Durant ces dernières décennies, on a ainsi vu l'émergence de nombreux centres majeurs d'accumulation de capitaux qui sont de nouveaux pays industrialisés et ont une influence politique et des investissements régionaux toujours plus importants. Les classes dirigeantes de ces derniers, souvent nommés « pays émergents », ne sont pas des simples clients de l'impérialisme occidental et s'affirment de plus en plus comme des puissances régionales ayant leurs propres intérêts. Elles ont la capacité de les défendre, à l'instar du Brésil en Amérique du Sud ou bien de l'Afrique du Sud en Afrique subsaharienne. Cela est aussi particulièrement visible au Moyen-Orient à la suite de l'affaiblissement relatif

de la puissance états-unienne après son échec en Irak, où des états comme l'Iran, l'Egypte, la Turquie, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et le Qatar, ont joué un rôle grandissant dans la région et sont intervenus dans les processus révolutionnaires par leurs rivalités en soutenant différents acteurs opposés aux demandes populaires pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité.

En même temps, l'Etat d'Israël est également au service de l'impérialisme occidental dans la région entière, à la différence qu'il s'agit dans son cas d'un projet colonial d'expulsion de la population indigène, c'est-à-dire : les Palestiniens. Israël joue en effet depuis des décennies le rôle de gendarme des intérêts impérialistes occidentaux dans la région, cela a été notamment illustré par les propos du rédacteur en chef du quotidien Haaretz en 1951 : « Israël devra être une espèce de chien de garde. Il n'y a pas lieu de craindre qu'il mette en œuvre une politique agressive contre les états arabes si celle-ci est clairement contraire aux désirs de l'Amérique et de la Grande-Bretagne; par contre, si les puissances

occidentales choisissent une fois, pour telle ou telle raison de fermer un œil, on peut être certain qu'Israël sera capable de punir comme il se doit un ou plusieurs de ses états voisins dont l'impolitesse envers l'Occident dépasserait les limites de ce qui est autorisé ».

Gardons également à l'esprit que les différentes puissances impérialistes mondiales et régionales, en dépit de leurs rivalités, collaborent lorsque le système global impérialiste est en danger : par exemple, elles ont toutes un intérêt commun à la défaite des révolutions populaires de la région du Moyen Orient et d'Afrique du Nord débutées en 2010-2011 et à la consolidation d'un ordre autoritaire stable.

Nous ne devons en effet pas imaginer les rivalités impérialistes à l'échelle mondiale entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie comme impossibles à surmonter lorsque leurs intérêts sont en jeu et que les relations d'interdépendances sont en fait très présentes. Tous ces régimes sont des pouvoirs bourgeois, uniquement intéressés par un contexte politique stable qui leur permette d'accumuler et de développer leur capital politique et économique, au mépris et contre les intérêts des classes populaires.

Le rôle de la gauche et du mouvement ouvrier n'est donc pas de choisir un camp entre différentes forces impérialistes qui s'affrontent pour des gains politiques et/ou exploiter davantage de ressources ou des peuples étrangers. La lutte et le

soutien des forces progressistes doit toujours se situer en faveur des intérêts des classes populaires en lutte pour leur libération et émancipation contre toutes les formes d'impérialismes et qui, par leurs luttes, remettent en cause ce système impérialiste global. Choisir un impérialisme contre un autre, c'est garantir la stabilité du système capitaliste et l'exploitation des peuples. Notre boussole politique ne doit pas être aimantée en continu par les capitales des grandes puissances internationales comme Washington, Pékin ou Moscou, mais par le courage, l'indignation et la résistance des peuples en lutte. Comme le disait Che Guevara : « Si tu trembles d'indignation à chaque injustice, alors tu es l'un de mes camarades ». Face aux surenchères militaires qui accompagnent aujourd'hui les rapports de forces entre grandes puissances et qui sont lourdes de dangers, affirmons la solidarité internationaliste des classes populaires du monde entier contre toutes les formes d'impérialismes, d'exploitations et d'oppressions.



LE DANGER NUCLÉAIRE

Par Arthur Sanders (Vrede vzw) et Mathieu Saïfi (CNAPD asbl)
Pour la Coalition belge contre les armes nucléaires

SELON L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU), "LES ARMES NUCLÉAIRES SONT LES ARMES LES PLUS DANGEREUSES QUI EXISTENT"¹. LEUR CAPACITÉ DE DESTRUCTION EST SANS COMMUNE MESURE AVEC LES BOMBES DITES "CONVENTIONNELLES". A TITRE D'EXEMPLE, LA PLUS PUISSANTE BOMBE NON-NUCLÉAIRE UTILISÉE PAR LES ÉTATS-UNIS REPRÉSENTE UN ÉQUIVALENT DE 11 TONNES DE TNT², TANDIS QUE LITTLE BOY, LA BOMBE ATOMIQUE ÉTATSUNIENNE LARGUÉE SUR HIROSHIMA LE 6 AOÛT 1945 DISPOSAIT D'UNE PUISSANCE 1.300 FOIS SUPÉRIEURE, DE L'ORDRE DE 15.000 TONNES DE TNT (OU 15 KILOTONNES)³. DANS LA PÉRIODE ACTUELLE, IL N'EST PAS INUTILE DE REVENIR SUR LE DANGER DES ARMES NUCLÉAIRES.

Les dégâts causés par ce qui était alors la première utilisation de l'arme atomique dans un conflit furent immenses. A l'épicentre de l'explosion, la température s'est élevée à plusieurs milliers de degrés, et des vents brûlants se propageant à plus de 1.000 kilomètres à l'heure ont soufflé infrastructures et habitations. En l'espace d'un instant, Hiroshima fut complètement détruite dans un rayon de 2 kilomètres. Au total, on estime que 40% des habitants d'Hiroshima, soit 140.000 personnes, furent tuées par l'explosion et ses conséquences (radiations, brûlures)⁴. Trois jours plus tard, le 9 août 1945, c'était au tour de Nagasaki d'être frappée par le feu nucléaire étatsunien.

Schématiquement, les armes nucléaires peuvent être classées en deux catégories : les armes *stratégiques* et les armes *tactiques*. La puissance moyenne des bombes stratégiques modernes peut aller jusqu'à plusieurs centaines de kilotonnes⁵, soit beaucoup plus que la bombe larguée sur Hiroshima. Il est donc clair que ces armes sont des garanties de destruction totale et immédiate, une ville comme Paris pouvant être rayée de la carte quasi instantanément. Les armes tactiques, quant à elles, sont d'une puissance modulable. Allant de 0,3 kt à 300 kt, elles ont été conçues pour être utilisées sur le champ de bataille (contre des installations militaires telles que des bases ou des bunkers)⁶. La puissance "*moins importante*" de ces armes

¹ <https://www.un.org/disarmament/fr/amd/armas-nucleares/>

² <https://www.rtb.be/article/tout-savoir-sur-la-gbu-43b-la-mere-de-toutes-les-bombes-larguee-par-les-etats-unis-9580681>

³ <https://fr.statista.com/infographie/22455/comparaison-puissance-bombes-atomiques-hiroshima-1945-et-armes-nucleaires-actuelles/>

⁴ <https://www.geo.fr/histoire/japon-bombes-atomiques-hiroshima-et-nagasaki-l-apocalypse-en-quatre-actes-191295>

⁵ https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/qu-est-ce-que-l-arme-nucleaire-tactique-dont-l-ombre-plane-sur-l-ukraine_2169910.html

⁶ <https://www.futura-sciences.com/tech/actualites/guerre-futur-bombe-nucleaire-tactique-moyen-intimidation-russie-97862/>

⁷ <https://www.washingtonpost.com/world/2022/03/29/why-world-is-so-worried-about-russias-tactical-nuclear-weapons/>



pourrait “*briser le tabou*” du recours à l’arme nucléaire, estiment certains experts⁷.

Peu importe la catégorie à laquelle elles appartiennent, les armes nucléaires ont aussi des conséquences plus insidieuses : contaminations radioactives des sols, de l’eau et des écosystèmes, exposition aux radiations provoquant des cancers sur le long terme, possibles dérèglements climatiques, sans compter tous les traumatismes physiques et psychologiques qui vont de pair avec tout type de bombardement⁸.

LA PRÉSENCE DES ARMES NUCLÉAIRES EN BELGIQUE ET EN EUROPE

En Europe, seuls la France et le Royaume-Uni font partie des Etats dotés de l’arme nucléaire. Si la Belgique n’a jamais compté parmi les pays dotés de telles armes, elle abrite toutefois, depuis 1963, une vingtaine de bombes de type B-61 pour le compte des États-Unis. Leur déploiement sur notre territoire s’est fait dans l’illégalité et l’opacité la plus totale⁹. “*Il n’y a pas de discours officiel qui l’indique, mais officieusement, tout le monde sait qu’elles sont dans la base de Kleine-Brogel*”, indique Jean-Marie Collin, porte-parole d’ICAN¹⁰ France et spécialiste des armes nucléaires¹¹. De plus, la présence de ces bombes participe de la politique de “*dissuasion et de défense*” de l’OTAN, comportant une dimension nucléaire¹². Dans ce cadre, la Belgique s’est aussi engagée à être capable de les larguer au moyen de sa flotte de chasseurs F-16 à capacité d’emport nucléaire, qui sera bientôt remplacée par une flotte de F-35 étatsuniens de même nature¹³.

Le stationnement d’armes nucléaires étasuniennes sur le continent européen ne s’arrête pas à la Belgique. D’autres bombes B-61 sont stockées dans cinq autres bases militaires : Büchel en Allemagne, Aviano et Ghedi-Torre en Italie, Volkel aux Pays-Bas

⁸ <https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/2013/4132-1-nuclear-weapons-human-health-2013-fre.pdf>

⁹ <http://www.cnapd.be/publications/outils-pedagogiques/armes-nucleaires/>

¹⁰ ICAN, pour International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, est une coalition internationale d’organisations non gouvernementales qui promeut l’adhésion au Traité d’interdiction des armes nucléaires des Nations unies et sa mise en œuvre. Elle s’est vue décerner le prix Nobel de la paix en 2017 pour son action en faveur du désarmement nucléaire. Voir : <https://www.icanw.org/>

¹¹ <https://www.rtbf.be/article/la-guerre-en-ukraine-repose-la-question-du-nucleaire-militaire-le-nucleaire-est-un-facteur-createur-de-guerre-10992249>

¹² https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_133127.htm

¹³ <https://www.rtbf.be/article/un-rapport-des-parlementaires-de-l-otan-confirme-la-presence-d-armes-nucleaires-en-belgique-10271769>

¹⁴ Ibidem.



et Inçirlik en Turquie¹⁴. Si l'on comprend aisément les risques sécuritaires, humanitaires et environnementaux que ces arsenaux nucléaires font courir à l'ensemble des pays européens, leur présence sape également les différentes initiatives entreprises au niveau international pour un désarmement nucléaire global. Néanmoins, le nouveau Traité des Nations unies sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), entré en vigueur le 22 janvier 2021, a donné un nouvel élan aux efforts en la matière. Le TIAN « *interdit aux pays de développer, tester, produire, fabriquer, transférer, posséder, stocker, déployer ou menacer d'utiliser des armes nucléaires, ainsi que de permettre le stationnement d'armes nucléaires sur leur territoire* »¹⁵. En cela, il constitue une véritable avancée, notamment en posant l'interdiction des armes nucléaires comme une norme de droit international et en incitant les Etats détenteurs ou hébergeant des armes nucléaires à entamer un débat de fond sur l'interdiction des armes nucléaires¹⁶. La Belgique n'est pas encore signataire de ce traité...

L'APPROVISIONNEMENT EN COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE ET LES PROBLÈMES QUI EN DÉCOULENT

Les applications nucléaires, tant civiles que militaires, utilisent généralement de l'uranium ou du plutonium comme matières premières. Les trois principaux pays producteurs sont le Canada, le Kazakhstan et l'Australie. D'autres pays comme la République Démocratique du Congo, la Namibie, le Niger, la Russie, l'Ouzbékistan, les États-Unis et la Chine possèdent et produisent également de l'uranium. **Quelle que soit la manière dont l'uranium est extrait de la roche, le processus d'extraction et son utilisation créent des déchets radioactifs.** Si ces déchets ne sont pas traités correctement, ils pourront entraîner un grave danger pour l'Homme¹⁷ et pour l'environnement pendant d'innombrables siècles¹⁸, l'uranium ayant une demi-vie ¹⁹ de plus de 2,5 millions d'années.

C'est le cas non seulement pour l'utilisation civile de l'uranium (pour la production d'énergie), mais aussi pour les essais d'armes nucléaires. Les retombées

nucléaires (la précipitation de particules de poussière radioactives dans les minutes et les jours qui suivent une explosion) entraînent une grave pollution de l'environnement et des problèmes de santé pour les personnes vivant autour des sites d'essai. Les habitants des îles Marshall, pour ne citer que cet exemple, où les États-Unis ont effectué de nombreux essais nucléaires jusqu'en 1958, en ressentent encore les effets aujourd'hui.

Les rejets d'eau radioactive et la pollution de l'air par les sites miniers, le déversement de déchets radioactifs, les confiscations de terres ou encore l'abandon forcé de zones ravagées par la pollution et les essais d'armes nucléaires sont omniprésents dans les régions habitées par des communautés autochtones aux États-Unis, en Chine, au Canada, en Australie, en Équateur, en Algérie, au Gabon, en Afrique du Sud, au Kazakhstan et en Inde. Les conséquences les plus courantes sur ces communautés sont un risque accru de diabète, de maladies cardiovasculaires, de surdité, de maladies pulmonaires chroniques telles que la tuberculose, de cancers du poumon, de leucémies, de fausses couches et de naissances avec malformations.

Dans presque tous les cas, ces communautés doivent encore être indemnisées pour ces conséquences à long terme. Cependant, nombreux sont ceux qui prennent les choses en main pour tenter de lutter contre cette injustice²⁰. Le TIAN offre un cadre juridique en la matière. En effet, l'article 6 du Traité stipule que *"chaque État partie, en ce qui concerne les zones placées sous sa juridiction ou son contrôle qui sont contaminées du fait d'activités liées à l'essai ou à l'utilisation d'armes nucléaires [...], prend les mesures nécessaires et appropriées pour remettre en état l'environnement des zones ainsi contaminées"*²¹.

¹⁵ <http://www.cnapd.be/publications/outils-pedagogiques/armes-nucleaires/>

¹⁶ <https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/CSSAnalyse286-FR.pdf>

¹⁷ The Human Cost of Nuclear Testing (icanw.org)

¹⁸ Long Term Impact - ICAN (icanw.org)

¹⁹ Le temps nécessaire à un élément pour perdre la moitié de sa radioactivité.

²⁰ 'Ignored for 70 years': human rights group to investigate uranium contamination on Navajo Nation | Nuclear waste | The Guardian Indigenous Australians fight nuclear dump plan on 'sacred land' | Reuters The US Must Compensate Islanders For Pacific Nuclear Testing - Honolulu Civil Beat

²¹ *N1720973.pdf (un.org)

... and that is why "Tintin in Congo" is racist and should be of banned from selling.



LE RISQUE AUTOUR DE LA GUERRE EN UKRAINE

Le 27 février 2022, le président russe Vladimir Poutine prenait la décision de “mettre les forces de dissuasion de l’armée russe en régime spécial d’alerte au combat”²². Ces forces, composées d’un ensemble d’unités dont le but est de “*dissuader toute attaque contre la Russie*”, disposent de capacités à même de lancer une attaque nucléaire depuis les airs, la mer ou la terre²³. Ce discours politico-stratégique de la dissuasion nucléaire, que l’on croyait disparu depuis la fin de la Guerre froide, a donc refait surface en rappelant au monde la réalité de la menace posée par les armes nucléaires²⁴.

A l’origine, la dissuasion nucléaire fait référence à l’idée que la possession d’armes nucléaires constitue, pour un Etat donné, une garantie de protection contre les attaques par la menace de représailles dévastatrices. Ce principe, longtemps vanté pour avoir aidé à prévenir un conflit armé entre les États-Unis et l’Union soviétique pendant la Guerre froide, semblait aller de soi. Cependant, l’invasion de l’Ukraine par la Russie a remis au jour ses limites : le principe de dissuasion n’empêche pas la guerre, mais, au contraire, crée les conditions de sa poursuite sur le terrain et nourrit l’escalade militaire et la rhétorique guerrière²⁵. Notons que l’Ukraine a renoncé à son arsenal nucléaire en 1994 dans le mémorandum de Budapest, dans lequel la Russie s’est engagée en échange à respecter l’intégrité territoriale ukrainienne...

Depuis le début des hostilités, la Russie agite la menace du recours à l’arme nucléaire pour se ménager un espace dans lequel elle peut mener ses opérations en Ukraine comme elle l’entend, bafouant les principes du droit international humanitaire. “*Les armes nucléaires de la Russie dissuadent l’Occident d’intervenir avec des forces militaires*

²² <https://www.rtf.be/article/guerre-en-ukraine-poutine-met-en-alerte-la-force-de-dissuasion-nucleaire-10944480>

²³ Ibidem.

²⁴ <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/04/ZAJEC/64552#nb11>



conventionnelles pour défendre l'Ukraine", souligne Nadia Tannenwald, professeure de relations internationales à la Brown University²⁶. En effet, les forces de l'OTAN se sont montrées réticentes à s'engager militairement et, surtout, à mettre en place une zone d'exclusion aérienne en Ukraine, malgré les appels répétés des Ukrainien. ne.s. Ce qui, dans les faits, reviendrait à abattre directement des avions russes, avec le risque que le conflit ne dérive vers un conflit plus large, et potentiellement nucléaire²⁷

Jusqu'à présent, la menace nucléaire a forcé les Occidentaux à alimenter le conflit de manière indirecte, à travers des aides militaires et des livraisons d'armements conventionnelles²⁸ augmentant ainsi la pression sur la Russie. Mais jusqu'à quand cette situation précaire tiendra-t-elle ? L'enlisement du conflit, avec une Russie poussée dans ses derniers retranchements, sera-t-il de nature à déboucher sur une guerre nucléaire ? Selon Sarah Bidgood, experte au James Martin Center for Nonproliferation Studies à Monterey, *"il est difficile d'estimer le niveau de risque que la Russie utilise une bombe nucléaire tactique en Ukraine, mais il est clair que la Russie compte sur ses armes nucléaires pour lui donner de la souplesse dans la gestion du risque d'escalade"*²⁹.

Pour aller plus loin, retrouvez de plus amples informations concernant la thématique des armes nucléaires dans la brochure « Un monde sans armes nucléaires est possible ! », coproduite par Vrede vzw,

la CNAPD asbl pour la Coalition belge contre les armes nucléaires.

Lien de téléchargement :

<http://www.cnapd.be/publications/outils-pedagogiques/armes-nucleaires/>

Consultez également le site internet de la Coalition belge contre les armes nucléaires :

<https://nonukes.be/fr/accueil/>

²⁵ <https://www.scientificamerican.com/article/limited-tactical-nuclear-weapons-would-be-catastrophic/>

²⁶ Ibidem.

²⁷ <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/04/ZAJEC/64552#nb11>

²⁸ https://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/22/guerre-en-ukraine-les-livraisons-d-armes-et-l-aide-militaire-promises-par-les-pays-occidentaux_6123323_3210.html

²⁹ <https://www.washingtonpost.com/world/2022/03/29/why-world-is-so-worried-about-russias-tactical-nuclear-weapons/>

AVANT LA GUERRE : COMPRENDRE L'HISTOIRE DES RELATIONS ENTRE L'UKRAINE ET LA RUSSIE

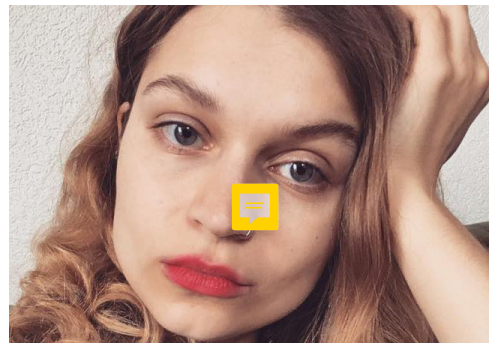
Par Gilles Maufroy
CIEP-MOC Bruxelles

HANNA PEREKHODA EST HISTORIENNE, UKRAINIENNE RUSSOPHONE ORIGINAIRE DE DONESTSK DANS LE DONBASS, DOCTORANTE EN SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE, SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE UKRAINIENNE AU DÉBUT DU XXÈME SIÈCLE ET MILITANTE **ET** U COMITÉ SUISSE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN ET LES OPPOSANTS RUSSES À LA GUERRE. LA RÉDACTION DE MOUVEMENTS S'EST ENTRETENU AVEC ELLE À PROPOS DE L'HISTOIRE DE L'UKRAINE ET DE SES RELATIONS AVEC LA RUSSIE. UN ENTRETIEN PASSIONNANT QUE NOUS REPRODUISONS DANS SON ENTIÈRETÉ.

Mouvements : Peux-tu revenir pour nous sur les rapports entre Ukraine et Russie sur le temps long historique, en particulier sur la période soviétique ?

Hanna Perekhoda : En Occident on connaît peu de choses sur l'Ukraine, qui est pourtant le deuxième pays le plus vaste d'Europe et compte plus de 40 millions d'habitants. Elle est restée dans l'ombre du récit national russe. Cette méconnaissance est l'une des explications des difficultés que nous avons aujourd'hui quand il s'agit de comprendre les causes de cette guerre. Pendant des siècles, l'Ukraine n'avait pas son propre Etat. Les Ukrainien.ne.s étaient incorporés dans différents empires et dominés par des peuples qui ne les reconnaissaient pas comme communauté politique et culturelle distincte, mais les considéraient comme partie de leur propre communauté nationale. Cette domination impériale sur l'Ukraine a créé un clivage entre la campagne peuplée par les paysans ukrainiens et les villes qui étaient les centres de domination coloniale russe. Au début du XX^{ème} siècle, être « ukrainien » signifie être paysan : il y a alors une forte corrélation entre l'appartenance ethno-culturelle et la classe sociale. Pour grimper sur l'échelle sociale, quitter la condition de paysan, pour devenir intellectuel, citoyen, travailler dans l'administration étatique, les Ukrainien.ne.s devaient renoncer à leur langue et à leur culture.

En 1917, lors de la révolution russe, cette corrélation ethnique-classe a mené à la politisation à la fois des attributs nationaux et de classe, qui allaient ensemble



Hanna Perekhoda

et nécessitaient une solution globale. Pour nombre d'Ukrainien.ne.s, la révolution signifiait à la fois la possibilité d'une émancipation de classe et celle d'une émancipation nationale. Vu la force de ce mouvement national, les bolchéviks ont été contraints de prendre en compte cette dimension qu'ils considéraient comme secondaire ou dépassée. Pour que l'Ukraine accepte la domination bolchévik, des concessions étaient nécessaires au niveau tant linguistique, que culturel, étatique, politique, etc. Un des principaux dirigeants du nouveau régime, Lénine, défendait la nécessité de prendre en compte les aspirations nationales et anticoloniales des peuples non-russes et prenait en compte leur volonté de disposer de leur propre Etat : l'Ukraine prendra son indépendance grâce notamment à cet héritage. Ces concessions, à la fin des années 1920, lorsque Staline a pris le pouvoir, ont été supprimées et remplacées par de la répression violente, notamment pour pouvoir financer l'industrialisation et la modernisation d'une URSS qui s'était refermée sur elle-même en rejetant la perspective d'une révolution mondiale. Pour nourrir les villes, il fallait briser la résistance des paysans, opposés à l'imposition forcée des fermes collectives. La plupart de ces paysans, en Ukraine, appartenaient à l'ethnie ukrainienne. Des mesures extrêmement violentes ont été

prises en place vis-à-vis de ces paysans ukrainiens, avec réquisitions de blé et d'autres sources de nourriture : en moins d'un an, entre 4 et 6 millions d'Ukrainien.ne.s sont mort.e.s lors de cette grande famine, appelée Holodomor en Ukraine. Cet évènement a fortement marqué l'héritage de la domination soviétique, jusqu'à aujourd'hui : la vie de chaque famille ukrainienne a été touchée par la famine.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, on a aussi eu, comme dans de nombreux pays, des personnages liés à la collaboration. Cela étant, la situation dans un pays comme l'Ukraine était très différente de l'Europe de l'Ouest : les conséquences catastrophiques de la domination de l'URSS, l'Holodomor, la répression polonaise puis soviétique contre l'Ukraine de l'Ouest, etc. ont fait que pour un certain nombre d'Ukrainien.ne.s, collaborer avec le nazisme pourrait être une opportunité pour se libérer de la domination soviétique. Dans les années 1930 on a cette polarisation européenne entre gauche radicale et extrême-droite, l'Ukraine ne fait pas exception : on voit donc une organisation nationaliste, dont l'un des dirigeants était Stepan Bandera, basée en Ukraine de l'Ouest occupée par la Pologne, qui va collaborer avec les nazis, y compris dans leur judéocide. Cette organisation va se diviser, une tendance s'opposant également aux nazis. A titre de comparaison, les collaborateurs existaient également en Russie soviétique et avaient leur propre armée de plusieurs dizaines de milliers de personnes, sans oublier la collaboration de Staline lui-même entre 1939 et 1941.

Bandera sert donc d'épouvantail dans la propagande russe visant à diaboliser les Ukrainien.ne.s. La plupart des Ukrainien.ne.s ordinaires, en-dehors d'une région à l'ouest de l'Ukraine, connaissent à peine Bandera et ne s'intéressent pas à lui. Cette figure n'aide en rien à comprendre ce qui se passe aujourd'hui, à part bien sûr dans la rhétorique de Poutine.

Même après l'épisode totalitaire stalinien, quand on est revenu à l'autoritarisme avec Khrouchtchev, Brejnev etc., la politique d'assimilation dans la communauté russe a continué pour les Ukrainien.ne.s, et ce malgré les beaux slogans sur l'amitié entre les peuples. De fait, la seule culture promue en URSS et qui donnait une possibilité d'ascension sociale, d'éducation, etc., c'était la culture russe. Chez certain.e.s Ukrainien.ne.s « ethniques » on a donc décidé de changer de langue et de culture, de parler russe, pour pouvoir sortir de la paysannerie, mener une vie citadine et ne plus être méprisé.e.s.

L'Ukraine est devenue formellement indépendante en 1991 mais la domination impériale russe et ses ambitions de revanche ont persisté par la suite. Le statu quo de la domination russe, selon lequel l'ancien noyau impérial et colonial russe a le droit « naturel » de dominer ses anciennes périphéries telles que l'Ukraine, n'a jamais été remis en cause.

Que faut-il savoir sur la question linguistique en Ukraine ? Quid des russophones ?

HP : Dans l'empire russe, l'usage de l'ukrainien dans les publications, l'éducation et la vie publique était interdit par des lois spéciales. Les Ukrainien.ne.s, n'ayant pas accès à une éducation de base dans leur langue, étaient illettré.e.s et enfermés dans la vie traditionnelle paysanne. Il fallait apprendre le russe et changer ton identité si tu voulais monter sur l'échelle sociale. L'appartenance à la communauté russe donnait une position sociale privilégiée, être Ukrainien.ne n'apportait que des problèmes. Il s'agissait en effet d'une forme spécifique de domination coloniale. Dans l'imaginaire occidental, la notion de colonisation renvoie principalement à une domination sur des terres lointaines, de l'autre côté de l'océan, habitées par des peuples très différents à tous niveaux. Pour les empires européens c'est vrai. Mais dans les empires continentaux comme la Russie, la frontière est très difficile à tracer entre colonisé.e.s et colonisateurs, entre oppresseurs et opprimé.e.s. Le colonialisme russe c'était aussi un projet d'assimilation massive d'autres populations, notamment quand il s'agit des peuples slaves et orthodoxes. Les Ukrainien.ne.s, comme les Bélarusses d'ailleurs, doivent donc prouver, à la différence des colonisé.e.s non-blanc.he.s vis-à-vis des colonialismes européens, qu'ils existent tout court : leur existence est niée par la Russie et par nombre de Russes. Ce sont des « non-peuples », des « Russes qui se trompent et parlent une langue pas correcte ». Ce sont des traits

spécifiques à ce type d'impérialisme et de colonialisme. L'autocritique n'a pas été faite en Russie, où l'on continue à se penser et à agir comme « empire », et non comme Etat. La Russie doit être traitée comme telle, en tant qu'empire.

Pour la Russie, les russophones qui habitent hors des frontières russes, ce sont des Russes, même contre leur gré. On voit les Ukrainien.ne.s résister fortement à l'invasion, même dans les régions considérées comme russophones au Sud et à l'Est. Nulle part en Ukraine, les Russes n'ont été accueillis à bras ouverts, contrairement à ce qu'imaginaient un certain nombre d'entre eux avec leurs lunettes coloniales. Les russophones en Ukraine ont en effet évolué dans un contexte politique et culturel très distinct de la Russie. L'identité ukrainienne s'est forgée malgré et contre toutes ces politiques d'oppression culturelle, et continue à se forger dans la confrontation avec l'occupant étranger, dont on partage la langue, mais pas la même identité. Quand l'occupant dénie ta subjectivité et ton droit à exister, même si au départ ton identité nationale est peu marquée, tu n'as plus le choix : pour survivre, tu es obligé d'affirmer ta subjectivité. Durant les 25 premières années de l'indépendance, dans les régions urbanisées et donc majoritairement russophones, tout l'espace médiatique, la télévision, les publications, étaient dominés par la Russie. La présence de la langue ukrainienne était minime. Parler aujourd'hui de discrimination vis-à-vis des russophones est donc totalement infondé. Par ailleurs, l'existence des

communautés russophones, dont je fais aussi partie, dans les pays voisins de la Russie, est un héritage de la domination impériale et coloniale russe sur ces territoires. Le fait de promouvoir la langue et la culture ukrainienne, après qu'elles aient été réprimées et presque éliminées pendant des siècles, c'est de la « discrimination positive », c'est rendre justice. Et ce, face à un empire dominant qui utilise sa langue et sa culture comme une arme de domination politique. C'est une position délicate pour une série de russo-phones, surtout plus âgés. Mais dans ma génération, la plupart des gens parlent les deux langues. Enfin, pour l'envahisseur russe, le traitement est le même vis-à-vis de tous les Ukrainien.ne.s, y compris contre les russophones : ce sont, dans leur conception, tous des « traîtres » et des « nazis » qui n'ont pas le droit à l'existence indépendante.

Parmi les prétentions de Poutine, il y a aussi la Crimée. Qu'en est-il de cette région ?

HP : Jusqu'à la fin du XVII^{ème} siècle, la Crimée et le Sud de l'Ukraine sont peuplées par des populations nomades. La Crimée est aussi un protectorat mongol à l'époque. Historiquement ces territoires ont évolué dans un autre contexte que les territoires russe, ukrainien ou biélorus. Ces territoires ont été conquis par la force militaire et intégrés dans l'espace impérial russe. Prétendre que la Crimée serait historiquement russe est donc exagéré, c'est une conquête coloniale pure d'un territoire peuplé par des peuples de cultures

complètement différentes. Quand on évoque la « minorité Tatar » en Crimée, on parle en fait des peuples autochtones qui y vivaient depuis des siècles, issus de la présence mongole. Au XVIII^{ème} siècle et jusqu'au XX^{ème} siècle, la Crimée est restée un territoire où le développement économique était difficile dû aux pénuries d'eau. C'est une région sèche sauf sur la côte de la mer Noire. C'est là, sur la côte, que se trouvaient les terres des Tatars et que les colons russes, ont implanté leurs lieux de vacances. C'est devenu le lieu de villégiature des élites russes. Enfin, la Crimée a donné l'accès pour la Russie à la Mer Noire. La flotte russe s'est développée en Crimée, ça reste un point stratégique militaire et commercial pour la Russie. Jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle, donc, ça reste difficile d'y vivre et d'y mener des activités économiques ou agricoles. La Crimée a donc été transférée administrativement de la Russie soviétique à l'Ukraine soviétique, à l'intérieur de l'URSS. Cela a permis de construire des canaux et systèmes d'irrigation qui relient l'Ukraine continentale à la Crimée, ce qui a permis un développement agricole et économique. Pendant la période soviétique, c'est resté un lieu de vacances pour ceux qui pouvaient se le permettre, principalement des Russes et des Ukrainien.ne.s. Un autre aspect important à noter : les Russes représentent une partie importante de la population en Crimée, parce qu'en 1944 Staline a fait déporter l'ensemble de la population tatare en Asie centrale, prétendument pour sa « collaboration » avec les nazis. En réalité, cette déportation faisait partie d'une politique



manifestation à Bruxelles en solidarité avec la population ukrainienne - février 2022

de déportation massive des « petits peuples musulmans » peu loyales : Tchétchènes, Tatars, etc. pour anticiper leur éventuelle résistance après la guerre. La Crimée a été vidée de sa population autochtone et repeuplée par les Russes et dans une moindre mesure des Ukrainien.ne.s. C'est après l'indépendance dans les années 1990 que les Tatars ont pu revenir dans leur pays natal en Crimée, mais ils n'avaient aucun droit : leurs maisons avaient été expropriées par les Russes. Ils ont petit à petit repris des terres et reconstruit leur vie.

Aujourd'hui, en Crimée occupée et annexée illégalement par la Russie, la population tatare subit des répressions politiques, la communauté vit son deuxième traumatisme de politiques répressives mises en place par la Russie. La plupart des prisonniers politiques ukrainien.ne.s qui se trouvent dans les prisons russes ce sont des Tatar.e.s de Crimée persécuté.e.s comme « musulmans extrémistes », parce qu'ils appartiennent à des partis qui étaient autorisés en Ukraine

mais sont interdits en Russie. Il y a aussi des disparitions, des assassinats. Les Tatar.e.s se sont opposés en masse à cette annexion, ont manifesté dans la rue. La Crimée reste une enclave où seuls les Russes peuvent aller. Du point de vue économique ça ne va pas très bien et les droits fondamentaux sont très limités : certain.e.s se rendent compte que se trouver en Ukraine

avait une série d'avantages par rapport à l'occupation aujourd'hui.

Depuis la chute du Mur, y avait-il encore une domination russe sur l'Ukraine ? Et si oui, quelles formes prend-elle ? Y a-t-il aussi un aspect de domination économique ?

HP : En ce qui concerne la domination économique, étant donné que l'Ukraine était intégrée dans l'espace économique russe pendant l'époque impériale puis soviétique, et que cette économie était fort centralisée, cela faisait que les Ukrainien.ne.s ne profitaient pas des nombreuses richesses et ressources naturelles de l'Ukraine (agriculture, matières premières, etc.). En effet, le cœur économique était situé en Russie et à Moscou, les flux économiques étaient dirigés par là. Pour briser ce schéma, au moment de l'indépendance en 1991, c'était tout un enjeu. L'Ukraine restait de fait attachée à la Russie par l'inertie de ces liens économiques. Un autre aspect important est évidemment l'accaparement des

richesses par des clans oligarchiques tant en Russie qu'en Ukraine. C'était un problème commun pour les populations appauvries de façon extrême, rapide et violente. La vente des matières premières ukrainiennes profitait surtout à cette couche oligarchique. La Russie a tout fait pour que l'Ukraine reste dépendante de ses ressources énergétiques, les combustibles fossiles. Cette dépendance a mené à une dépendance politique, qui passait par un effort des élites russes pour corrompre les élites ukrainiennes. La politique ukrainienne s'est construite sur ce modèle : le pouvoir est pris par un politicien corrompu par la Russie, qui maintient la dépendance économique et politique par rapport à elle, puis une tentative de révolution a lieu pour changer le pouvoir et réorienter l'Ukraine vers l'Europe. C'est arrivé en 2004 et en 2014 par exemple. L'inertie économique et politique rattache l'Ukraine à la Russie et celle-ci a tout fait pour empêcher l'Ukraine de s'émanciper : blocus économique, chantage sur les ressources énergétiques, voire une agression militaire directe. La vie politique ukrainienne a été rythmée par ces cycles.

Tu as mentionné les clans oligarchiques en Ukraine et en Russie. Peut-on pour autant dire que les deux systèmes, ce serait « la même chose » ?

HP : Il y a des différences fondamentales entre les deux systèmes : déjà en Ukraine, il y a une alternance de pouvoir. Il n'y a pas non plus de pouvoir autoritaire en Ukraine : au contraire, le pouvoir est

assez vulnérable face aux tentatives de remises en question par la population et les mouvements dans la rue. L'Ukraine a connu trois épisodes révolutionnaires au début des années 1990, en 2004 et en 2014. Il y a un certain niveau de politisation, au sens de l'idée qu'en tant que peuple, on peut remettre le pouvoir et les autorités en question. Ce n'est pas le cas en Russie : le pouvoir est usurpé et dans les mains d'une même personne depuis près de 25 ans. Ça crée une différence : même les Ukrainien.ne.s russophones, qu'on considère comme étant proches des Russes, ont évolué dans un contexte politique très différent de la Russie, avec une possibilité d'expression démocratique basique. Même si la politique ukrainienne reste très corrompue et que les partis ukrainiens, jusqu'il y a peu, c'était essentiellement des relais d'intérêts d'oligarques ou de certains groupes, les Ukrainien.ne.s ont la possibilité de choisir : Poroshenko avait une ligne conservatrice, inhabituelle pour le pays mais qui s'inscrivait dans le contexte de guerre. Une politique basée sur le patriotisme, le soutien à l'armée, à l'Eglise, à une politique linguistique exclusive ukrainienne, etc. En 2019, les Ukrainien.ne.s ont élu un président sans expérience politique dont le message central était de remettre en question le nationalisme ethno-centré, de réunir la population autour d'une conception civique de la nation, etc. Le contexte de guerre n'a pas rendu les Ukrainien.ne.s moins tolérant.e.s et ouvert.e.s, au contraire. Zelensky est un président russophone juif qui a eu la majorité partout sauf à l'extrême Ouest du pays. Quand



Illustration de Katya Gritseva pour Mouvement Social

on voit ça après des années de guerre, en comparaison avec la France qui met l'extrême-droite, alliée de la Russie, à 42% en temps de paix, on peut dire que le « nationalisme » exclusif n'est pas où certain.e.s veulent le voir. Ajoutons qu'il y a en Ukraine un tout autre niveau de liberté d'expression médiatique, politique, artistique que chez ses voisins. La gauche ukrainienne rejette d'ailleurs la politique libérale et antisociale du gouvernement Zelensky qui reste un adversaire politique, il ne faut pas avoir d'illusions à ce sujet. Reste à voir si une politique libérale est tenable en temps de guerre ou de reconstruction.

Par contre, en Russie, la situation est tout autre sur la relation entre le régime et le peuple : le pacte entre la population et le pouvoir des élites politiques et économiques y est un pacte de passivité. Le message est : « On vous laisse toute possibilité de consommer, dans votre privée, vous pouvez vous enrichir. En échange, vous nous laissez faire ce qu'on veut, vous laissez les élites diriger l'Etat, extraire les matières premières et les vendre, exploiter les travailleurs et les richesses naturelles ». Ce pacte a été en vigueur sous Poutine mais il est remis en question : maintenant le pouvoir demande aux Russes une adhésion explicite et

une loyauté active vis-à-vis des actes de l'Etat. Le régime russe est passé de l'autoritarisme à une transition vers des tendances totalitaires. Ces changements dans le pacte indiquent possiblement le début de la fin du régime de Poutine.

Peut-on dire que la situation actuelle ne serait essentiellement qu'une guerre entre grandes puissances dans laquelle les Ukrainien.ne.s ne seraient que de la chair à canon ?

HP : Cette idée d'affrontement entre la force de l'Occident, l'OTAN qui voudrait subjuguier le plus de territoires possibles face à une Russie humiliée, encerclée, menacée etc. qui ne ferait que réagir à l'expansionnisme occidental est démentie par les faits : cette fois, ce n'est pas l'Occident, ni l'OTAN qui envahit, c'est la Russie qui a déclaré la guerre et menace le monde avec sa bombe nucléaire. Ça peut nous surprendre au vu de nos réflexes ici. Pour les pays d'Europe de l'Est, le danger principal c'est la Russie, au vu de la longue histoire de domination russe sur ces territoires. Dans les consciences, il y a le sentiment que si Poutine l'emporte en Ukraine, les autres pays de la région seront les prochains sur la liste. Ils voient également l'OTAN comme une forme de garantie de protection face à ce

danger, parce qu'ils ne voient actuellement aucune autre solution concrète sur la table. Il n'y a pas de projet de rechange pour l'instant, malheureusement. Si on veut se passer de l'OTAN comme garant de sécurité, on doit réfléchir à un projet de défense européenne. L'idée qu'il s'agirait donc d'un affrontement entre deux puissances témoigne d'une incompréhension des enjeux de cette guerre. C'est de l'occidentalo-centrisme, une incapacité à concevoir qu'il y a d'autres acteurs que l'OTAN et l'Occident qui ont leurs intérêts, leur subjectivité, etc. : ici la Russie, mais aussi les Ukrainien.ne.s. Cette position, un genre d'« anti-impérialisme » à sens unique, qui met dos à dos l'agresseur et la victime n'a pas grand-chose à voir avec la solidarité envers les opprimé.e.s. Cette attitude peut servir à conforter certain.e.s dans une identité prétendument « anti-système », des gens qui aiment avoir raison contre un prétendu « discours dominant ». Un des pires aspects de cette posture est de nier la subjectivité concrète des peuples – ici, les Ukrainien.ne.s - qui luttent contre l'invasion et l'occupation et sont réduits à des pions sur un échiquier où seuls les dirigeants des grandes puissances sont des acteurs. Pour sortir de cette vision des choses, il faut parler avec des Ukrainien.ne.s, avec leurs courants progressistes : pour eux cette guerre a pour enjeu leur existence, ils n'ont pas d'autre choix que de se défendre. On a besoin de décoloniser les esprits par rapport à ça.

Quid de l'Union européenne dans tout ça, qui est fort critiquée pour ses politiques

libérales et antisociales ? Ne risque-t-elle pas d'elle aussi dominer l'Ukraine ? L'adhésion constituerait-elle un progrès ?

HP : L'adhésion à l'Union européenne représenterait clairement un progrès par rapport aux standards ukrainiens actuels. Les problèmes dans l'UE sont réels mais restent incomparables aux problèmes pour les travailleur.se.s dans un pays comme l'Ukraine. L'Ukraine se retrouve pour l'instant dans une position où elle est contrainte de faire partie d'une zone d'influence : si c'est celle de la Russie, cela signifie non seulement l'exploitation économique mais aussi la domination politique, le mépris culturel, l'oppression nationale, etc. Ce n'est donc pas la même chose. L'Union européenne n'a pas le même type d'ambitions que la Russie vis-à-vis de l'Ukraine. La Russie contemporaine est un Etat impérialiste dominé par une oligarchie capitaliste qui s'appuie sur l'appareil sécuritaire étatique, qui n'a ni puissance économique, ni projet économique désirable à proposer. Aucun pays de l'espace post-soviétique ne souhaite construire son système sur le modèle russe. C'est pourquoi la Russie se base essentiellement sur sa force militaire et une politique agressive vis-à-vis de ses voisins.

L'Union européenne représente une autre perspective : la Pologne et les pays baltes, exploités par le centre de l'UE, connaissent tout de même un niveau de vie bien meilleur que les Ukrainien.ne.s... qui y émigrent en masse ces dernières décennies, pour gagner trois, quatre fois

plus à compétences égales. Donc sans naïveté par rapport à l'UE, il faut voir cette réalité-là aussi : en Russie si les travailleur.se.s luttent pour défendre leurs droits, ils risquent leur liberté, leur santé et leur vie. L'UE est un cadre bien plus favorable pour organiser le monde du travail et la gauche ukrainienne. L'héritage de l'URSS, après 70 ans de répression, c'est aussi que les travailleur.se.s ont perdu énormément de capacité d'auto-organisation et d'action collective, puisque ces initiatives pour défendre leurs droits étaient interdites en URSS. Les Ukrainien.ne.s essaient aujourd'hui de réapprendre la mobilisation et l'action collective aux salarié.e.s. Dans l'UE, il existe plus de possibilités pour ce faire que dans des pays post-soviétiques autoritaires tels qu'en Russie, en Biélorussie ou au Kazakhstan, etc. Le choix est donc évident, y compris pour la gauche ukrainienne.


Enfin, quelle place vois-tu pour les Russes ordinaires dans la lutte actuelle et les perspectives d'avenir ?

HP : Une des conséquences de la guerre, c'est la normalisation de la violence au sein des sociétés parties prenantes. La déshumanisation se produit, avec des massacres de civils, des meurtres de masse... Ce sera difficile pour les Ukrainien.ne.s de surmonter cette expérience traumatique. Les Russes, y compris celles et ceux que je connais des milieux de gauche, ou ceux de milieux libéraux-démocrates, qui font un effort pour faire passer un message aux Ukrainien.ne.s qu'ils sont de leur côté et surtout qu'ils

agissent concrètement pour les soutenir, qui aident les réfugié.e.s, qui quittent la Russie et vont aider en Ukraine dans des comités de soutien, etc. Celles et ceux-là qui ne sont passifs, ils ne sont pas rejetés par les Ukrainien.ne.s, ils sont perçus.e.s comme des partenaires et ont de la reconnaissance en tant que personnes qui « sauvent la conscience » de leur peuple. En même temps, même s'ils sont nombreux.se.s, il ne faut pas se faire d'illusion, ce nombre reste insuffisant pour arrêter la guerre. L'enjeu d'après-guerre, ce sera la cohabitation, ce qui nécessite que la société russe cesse de se percevoir comme un empire conquérant, méprisant, supérieur aux autres... et que le régime soit démocratisé. Il reste de nombreux liens familiaux et culturels entre ces peuples. L'attitude des Ukrainien.ne.s dépendra de quelle voie choisira la Russie après cette guerre : le ressentiment et l'agressivité, ou bien la transformation sociale et la conception des autres comme partenaires égaux avec lesquels on peut construire un meilleur avenir ensemble ? Dans le second cas, la réconciliation est tout à fait possible et je serais optimiste sur ce futur commun.

FEMMES DANS LA GUERRE, FEMMES CONTRE LA GUERRE : ENTRETIEN AVEC VALERIYA ZUBATENKO

Par Magali Verdier et Mathilde Van Brabant,
CIEP-MOC Bruxelles

RÉFUGIÉE EN BELGIQUE, VALERIYA ZUBATENKO, MILITANTE FÉMINISTE ET LGBTI+ UKRAINIENNE RUSSOPHONE ORIGINAIRE DE ZAPORIJIA DANS L'EST DE L'UKRAINE, RESTE EN CONTACT ÉTROIT  AVEC SES PROCHES ET DES ORGANISATIONS SUR LES RÉALITÉS DU QUOTIDIEN LÀ-BAS. NOUS AVONS RÉCOLTÉ SON TÉMOIGNAGE POUR MOUVEMENTS. ATTENTION : LES RÉALITÉS DE LA GUERRE DÉCRITES ICI PEUVENT ÊTRE CHOQUANTES.



Valeriya Zubatenko

Mouvements : Les réalités de vie entre hommes et femmes sont-elles différentes dans la situation actuelle ?

Valeriya Zubatenko : En tant que femme, dans la situation actuelle, tu as plus d'opportunités pour pouvoir partir, si ton village est bombardé. Si tu cherches un refuge, en tant que femme, tu as plus de chances de trouver, et plus encore si tu as des enfants. Mais en-dehors de ça, la réalité est sombre du point de vue des violences contre les femmes : il y a de nombreux cas de viols par des soldats russes, c'est une arme de guerre connue. Ces derniers ne violent pas que les femmes, mais aussi les enfants, et même parfois les hommes... Ces viols ont surtout eu lieu dans les villes les plus ravagées par la Russie. Ainsi, on a eu le cas d'un groupe de femmes qui ont été séquestrées et violées pendant des jours et en sont mortes. Ils ont également pris des corps de femmes prisonnières et les ont pendues. Certaines sont restées en vie et ont raconté cette histoire... Il y a de nombreuses autres histoires épouvantables : ils ont violé des enfants devant leur mère. En Ukraine, il n'y a pas de culture de discussion ouverte sur la question du viol, donc il n'y a pas de décompte des chiffres réels. Certaines femmes victimes de viol sont tombées enceintes – certaines ont 14 ans - et le pire est que lorsqu'elles quittent le pays pour un pays comme la Pologne, les lois locales leur interdisent d'avorter ! Les femmes qui arrivent à la frontière sont aussi en danger : des hommes, des trafiquants d'êtres humains, sont à la frontière. Ils les attirent en disant

qu'ils vont les transporter vers des lieux plus sûrs de l'autre côté de la frontière. En fait, ils les recrutent pour des réseaux de prostitution.

Les femmes jouent elles un rôle différent dans la guerre que les hommes ?

VZ : Les femmes aident beaucoup plus dans les soins médicaux. C'est plus que nécessaire donc personne ne va leur dire : « tu es une femme, tu vau moins, on n'a pas besoin de toi ». Dans une telle situation, on discrimine moins qu'avant. Idem pour le fait de faire carrière dans l'armée pour les femmes. Maintenant, comme on a besoin d'aide, de monde, c'est plus respectueux, les femmes sont remerciées pour leur aide. Elles ont ainsi l'opportunité d'échapper à leur rôle traditionnel en rejoignant l'armée. Elles soutiennent l'économie du pays en travaillant. Je ne dirais pas que c'est génial comme situation pour les femmes (rire), mais au moins elles ont plus d'options.

Quelles initiatives spécifiques sont prises par et pour les femmes en Ukraine ?

VZ : En matière d'auto-organisation des femmes, elles font beaucoup de projets, sur les droits humains etc. A cause de la guerre, elles ont changé leurs activités. A Lviv, à l'Ouest où il y a beaucoup de femmes déplacées, elles font des petites initiatives : elles donnent des tampons gratuitement, apportent leur aide, font des campagnes de sensibilisation par exemple en montrant une vidéo d'une femme avec enfants victime de trafic



manifestation à Bruxelles en solidarité avec la population ukrainienne

d'êtres humains, forcée à la prostitution ou sur les violences faites aux frontières, pour prévenir des dangers. On essaie de leur proposer d'autres options de transports. Et ça fonctionne plutôt bien. Sur les violences, elles font des campagnes de prévention à propos des violences sexuelles, de la santé mentale avec des instructions, des numéros d'aide psychologique. Elles récoltent des fonds pour soutenir ce travail.

Les femmes mènent-elles des actions pour dénoncer la guerre ?

VZ : Avant la guerre, oui. Il y a encore eu une manifestation quatre jours avant la guerre, organisée par des femmes. Avant d'arriver en Belgique, je suis passée par Milan une journée. J'ai vu des gens avec un drapeau ukrainien. C'était des femmes de la diaspora ukrainienne qui étaient devant une cathédrale. Elles organisent des manifestations régulièrement. Elles demandaient la fermeture de l'espace aérien, elles rendaient public le nombre d'enfants morts en Ukraine.

C'était très touchant, elles étaient si fortes et courageuses. Mais il n'y avait que des Ukrainiennes qui allaient à ces manifestations, il n'y avait pas d'Italiens. Ils prenaient juste des photos, ne manifestaient pas de solidarité, ils mangeaient leur glace et passaient leur chemin.

As-tu d'autres contacts avec des mouvements féministes dans les pays frontaliers de l'Ukraine ?

VZ : Il y a pas mal de soutien de la part des organisations internationales dont pas mal d'organisations féministes. J'ai des contacts personnels à Budapest. Là-bas, il y a une coopérative féministe très chouette, elles essaient d'apporter du soutien en Ukraine, elles ont ouvert leur maison aux réfugiés.e.s. Elles vont à la gare et accueillent les femmes qui sortent du train, avec leurs enfants si elles en ont.

Quel message souhaiterais-tu transmettre aux lectrices et lecteurs de Mouvements ?

VZ : D'abord rappeler qu'il ne s'agit pas d'une « crise » ou d'un « conflit » en Ukraine : c'est la guerre, c'est un génocide, c'est très important qu'on le dise. Le discours en Russie, depuis 2014, visait à justifier l'invasion et discréditer les Ukrainien.ne.s. Certain.e.s dans les milieux de gauche ont malheureusement adhéré à ce discours. Le récit de Poutine est qu'il y aurait une « oppression » à la fois des Russes et russophones en Ukraine, que la Russie n'interviendrait que pour « sauver » ces personnes comme dans le Donbass ou en Crimée et bien sûr qu'il y aurait énormément d'Ukrainien.ne.s d'extrême-droite voire « néonazis », y compris au gouvernement. Depuis le premier jour, les Russes tuent des civils, ce qui n'entre pas dans la définition classique de la guerre. En termes de solidarité, nous avons besoin de plus de manifestations et de protestations. Les sanctions actuelles agissent sur le long terme, mais les Ukrainien.ne.s continuent de mourir chaque jour : on a besoin de sanctions à court terme. Environ 9000 sanctions ont été appliquées, mais la Russie ne s'arrête pas : c'est comme ça qu'on sait que ces sanctions, cette fausse solidarité bureaucratique, ne marche pas. Il est aussi important de réaliser que la guerre est déjà là : sans résistance, nous aurions déjà été écrasé.e.s. On a besoin d'embargo sur le gaz, le pétrole et le charbon, de soutien à l'armée ukrainienne, et d'aide humanitaire. Aussi, la solidarité ici

est importante, pour que les réfugié.e.s se sentent moins seul.e.s. Regrouper les informations sur les besoins en Ukraine et les possibilités d'aide ici à Bruxelles, exiger la gratuité de tous les documents nécessaires. A Bruxelles, ça serait bien aussi d'avoir une liste d'organisations féministes pour voir comment elles peuvent aider et comment les féministes ukrainiennes peuvent construire des solidarités avec elles.

En conclusion, nous ne devons pas oublier que le capitalisme nourrit la guerre qui aggrave aussi le réchauffement climatique. Il ne s'agit pas d'être juste solidaires parce qu'« on pourrait être les prochains » attaqués. Le problème est systémique.



Pride à Kyivne

DE LA PLACE, IL Y EN A !

Par Cédric Simon
CIEP-MOC Bruxelles

ABDULAZEZ EST RÉFUGIÉ SYRIEN EN BELGIQUE, INFORMATICIEN ET PHOTOGRAPHE. A L'HEURE OÙ L'ON REPOSE LA QUESTION DE L'ASILE, DES RÉFUGIÉ.E.S, DU STATUT DE PROTECTION TEMPORAIRE ACCORDÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE ET DES MOYENS MIS EN PLACE POUR CES PERSONNES EN EUROPE ET EN BELGIQUE, NOUS L'AVONS RENCONTRÉ POUR REMETTRE CES QUESTIONS À LA LUMIÈRE DES ÉPISODES PRÉCÉDENTS.



Manifestation de syriens à Bruxelles à Schuman - 2017

Mouvements : Bonjour Abdulazez, est-ce que tu peux te présenter ? Peux-tu expliquer un peu ton histoire, ton parcours migratoire, depuis le contexte de ton départ de Syrie jusqu'à ton arrivée en Belgique ?

Abdulazez : Je viens de Homs, ville importante du centre de la Syrie. Au début, quand la révolution a commencé, j'étais dans la rue. J'ai manifesté, protesté contre le gouvernement. Comme on le sait, ce dernier a répondu avec beaucoup de violence, très rapidement. À partir de là, les choses ont commencé à aller de pire en pire, et le conflit s'est aggravé de manière exponentielle. L'escalade a vraiment été très rapide. C'est la raison pour laquelle les gens ont commencé à partir du pays. Pendant un temps, les gens n'avaient pas de doutes sur le fait qu'il y aurait une résolution de quelque sorte, que le gouvernement finirait par tomber, et que la révolution prendrait finalement le contrôle du pays. Mais après quelques années... C'est devenu plus difficile d'y croire. Face à de telles armes, de tels moyens déployés... frappes aériennes, armes chimiques. Avec ma famille, nous avons pris la décision de partir. Nous avons quitté le centre du pays pour sa périphérie, où nous sommes restés trois ans. Puis, en 2014, on est passé en Turquie. On a eu de la chance alors, car la Turquie fermait ses frontières aux réfugié.e.s à peine quelques mois plus tard. Il était alors devenu très difficile de traverser la frontière, avec le risque d'être tué par les gardes-frontières turcs qui n'hésitaient pas à tirer.

Après une année et demie en Turquie, où les réfugié.e.s étaient de plus en plus mal vu.e.s et mal traité.e.s, la situation nous est apparue trop difficile pour rester. Alors nous sommes passés en Grèce, où nous avons été bloqués du fait de la fermeture de la frontière entre la Grèce et la Macédoine. Nous y sommes, là aussi, restés un an et demi, dans un camp de réfugié.e.s. Là-bas, dans le camp, j'ai commencé à faire de la photographie, et de l'activisme. Finalement, nous avons suivi le programme de relocalisation qui visait alors à répartir les réfugié.e.s entre pays européens, et nous avons été envoyés en Belgique. Ici encore nous avons eu de la chance ; nous sommes arrivés suffisamment tôt pour que le programme fonctionne. Des gens qui sont arrivés quelques temps après nous y sont toujours coincés à l'heure actuelle. Il y a aussi une affaire de profils ; les familles, les jeunes diplômés... certains avaient plus de chance que d'autres.

Dans ce programme, tu pouvais faire une liste de huit pays, et l'un d'entre eux serait ta destination. Pour nous ça a été la Belgique, où nous sommes arrivés par avion, ce qui était un vrai changement ! On était en 2017. Ici, j'ai pu reprendre mes études même si mon diplôme du secondaire obtenu en Turquie n'a pas été reconnu. Alors j'ai dû reprendre deux années d'étude pour obtenir l'équivalent belge, avant de pouvoir continuer mon parcours à l'université, en informatique.

Aujourd'hui, quel est ta situation légale en Belgique ?

Aujourd'hui j'ai un permis de séjour légal, temporaire (carte d'identité électronique A) puisque le document est valable cinq ans ; mais je vais finalement pouvoir le remplacer par quelque chose de plus permanent. Il faut avoir été reconnu comme réfugié.e pour avoir droit à ce genre de document, en gros ça veut dire qu'il faut avoir fui la guerre. Maintenant, j'espère aussi pouvoir bientôt obtenir la nationalité !

Peux-tu nous raconter la procédure d'accueil à ton arrivée ?

Quand tu arrives en Belgique comme je suis arrivé, tu es déjà passé par le programme de relocalisation, donc une bonne partie de la procédure a déjà été faite. Malgré tout, on a dû passer en Belgique par deux auditions. Il y a un premier entretien quand tu arrives dans le pays, après quelques semaines, et un second qui peut mettre du temps à arriver. Ça dépend d'où tu es originaire. Pour les Syrien.ne.s, ça a été un petit peu plus facile à ce niveau-là, il n'y a eu que deux ou trois mois entre les deux entretiens. C'est plus rapide que le temps que doivent attendre les Afghan.ne.s, par exemple, où ça peut prendre des années. Dans ces entretiens, on te demande de raconter ton parcours, en essayant de vérifier que tu ne mens pas, et que tu arrives bien d'une zone de guerre. Ils entrent dans le détail sur pas mal de choses, pour que nous soyons le plus précis possible pour justifier nos parcours.

En fait, ils ont peur que des personnes se fassent passer pour des réfugiés pour pouvoir obtenir un permis de séjour. Le second entretien, c'est la même chose. Le truc, c'est qu'il doit parfaitement coller au premier. Et une erreur peut vite arriver, sur un détail, avec la nervosité. Or si tu changes quoi que ce soit la procédure devient vraiment compliquée... Ça peut rallonger la procédure de plusieurs



manifestation de syriens à Bruxelles face à l'ambassade de Russie - 2019

années, voir aboutir à un refus. Parce qu'ils ne sont pas sûrs, ils te demandent de fournir des preuves, de plus en plus de preuves, ils vérifient tout ce que tu leurs dis. Et ils peuvent être vraiment très durs. Quand ce second entretien est passé, alors ils décident de te donner l'asile ou de ne pas te le donner.

Aujourd'hui avec la guerre en Ukraine, l'Europe doit faire face à une nouvelle vague migratoire. Penses-tu que les conditions d'accueil sont différentes entre Syrien.ne.s et Ukrainien.ne.s ?

Bon.. il y a pas mal de choses qu'on entend, qui ne correspondent pas à ce qu'on attendrait. Comme ils ont pu dire, par exemple, « l'Ukraine c'est l'Europe »,



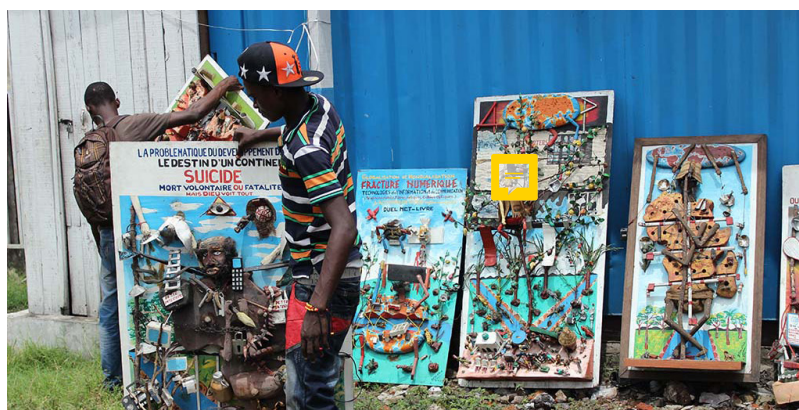
« l'Ukraine c'est plus proche d'ici », donc ils ressentiraient la guerre d'autant plus car il y aurait un lien plus direct avec ce qui se passe. Et des conséquences économiques aussi qui se font plus ressentir sur la population. En ce qui me concerne, je me suis senti bien accueilli en arrivant, mais on se pose des questions quand

même, quand on voit qu'il y a au total un million de réfugié.e.s syrien.ne.s dans toute l'Europe alors qu'il y en a le même nombre dans un petit pays comme le Liban. Un pays dont la situation économique et bien différente de celle de l'Europe. Par rapport aux réfugié.e.s, il y a toujours cette question qui est mise sur la table : celle de la capacité d'accueil. On entend toujours dire qu'ici on n'a pas assez de place... Alors qu'aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, on se rend bien compte que de la place il y en a finalement. C'est un peu étrange. On comprend bien derrière ce qui se dit que... oui, qu'on a affaire à une immigration plus blanche. On entend beaucoup parler de « valeurs ». Des « valeurs » qui seraient communes aux Européens. C'est un peu triste pour moi, car ça n'a pas vraiment de sens. On l'entend partout dans les médias, dans la bouche des politiques... et ça affecte l'opinion. Mais qu'est-ce que c'est que ces valeurs communes avec l'Ukraine que les autres ne partageraient pas ? Pour moi, toutes les personnes qui sont affectées par la guerre devraient normalement être traitées de la même manière. Et d'autant plus ici, alors que dans les deux conflits, nous faisons face au même criminel ! La Russie. Il ne faut pas oublier le rôle que joue la Russie aux côtés du gouvernement syrien, ses conseils militaires, ses armes, ses soldats, son aviation... On fait vraiment face aux mêmes criminels.

L'AFRIQUE ET LA GUERRE EN UKRAINE : UN AFFAIBLISSEMENT DU NÉOCOLONILISME ?

Par Nada Ladraa
CIEP-MOC Bruxelles

PARLER D'AFRIQUE ET D'IMPÉRIALISME S'AVÈRE TRÈS COMPLEXE, SURTOUT À L'HEURE DE L'INVASION RUSSE EN UKRAINE. LE BUT DE CET ARTICLE N'EST PAS DE RETRACER L'HISTOIRE COLONIALE ET NÉOCOLONIALE, MAIS DE METTRE EN AVANT LES FORMES DE RÉSIDENCES ANTI-IMPÉRIALISTES EN AFRIQUE D'AUJOURD'HUI : COMMENT S'ALIGNENT-ELLES FACE À CES DEUX BLOCS QUI RAPPELLENT UNE GUERRE FROIDE ENTRE – CETTE FOIS – DEUX CAMPS OUVERTEMENT IMPÉRIALISTES ET CAPITALISTES ? .



En effet, de plus en plus, le néocolonialisme européen est affaibli par des révoltes internes anti-occidentales et par les besoins matériels d'une Afrique dépendante de la Russie pour son blé et d'autres biens de première nécessité. Cela s'est concrétisé lors du vote à l'ONU : l'Afrique a été le continent le plus polarisé entre la demande d'arrêt immédiat de l'invasion russe et les abstentions. Les médias européens et états-uniens ont été choqués par cette diversité d'opinions, loin de l'imaginaire d'une Afrique sous le contrôle du consensus de Washington¹ post-guerre froide. Au cours des dernières décennies, les investissements chinois et (bien moindres) russes ont réduit la capacité d'influence néocoloniale de l'Occident...en faveur de l'impérialisme chinois.

En même temps, des organisations, depuis l'Afrique du Sud au Mali à la diasporas sub-sahariennes en France prennent des positions pro-russes. Mahamat Tawat, chercheur à l'Université de Malmo, explique qu'« il y a une prolifération de chaînes Youtube qui relaient des discours déstabilisateurs. Ils créent un fossé entre l'Occident et les régimes africains et servent ainsi les intérêts russes ». Il ne faut pas oublier que la région subsaharienne est le théâtre de l'opération Berkhan français et de différentes « guerres contre le terrorisme ». Cette région a été le théâtre également de la mobilisation massive contre l'armée française au Mali qui comptait des drapeaux russes et chinois, symboles pour certain.e.s d'une possible contre-pouvoir face à l'Occident. Selon l'Institut français

des relations internationales² « les récits xénophobes, anti-migrants et antimusulmans sont produits [par la Russie] à destination d'un auditoire européen, tandis que les appels à la décolonisation et à la fin de l'impérialisme occidental visent l'Afrique subsaharienne et le monde musulman ». La Russie appuie là où ça fait mal : les problèmes les plus importants en Afrique sont liés à l'histoire coloniale et à l'imposition massive de gouvernements autoritaires pro-occidentaux.

En lutte et souffrantes, beaucoup de populations africaines sont dans l'impossibilité de partager le désir d'émancipation de l'Ukraine vis-à-vis de l'influence russe. Mais les enjeux géopolitiques de populations qui ont soif d'une gouvernance partagée, et d'un continent dont la production agricole a été détruite par le colonialisme et le néocolonialisme sont beaucoup trop importants. L'Union Africaine a accepté l'invitation de Poutine d'ouvrir des discussions sur le blé et d'autres produits qui font dépendre l'Afrique de la Russie.

Aujourd'hui le président sénégalais, très proche de l'Occident, siégeant à l'UA, s'est retrouvé forcé à porter cette voix. Il est important de rappeler que les émeutes de 2021 au Sénégal visaient ce même président et les symboles liés à la France et à l'Occident. Une grande partie des manifestant.e.s, à l'époque, avait pris des positions anticapitalistes et anti-impérialistes, par exemple en attaquant de nombreux magasins Auchan. Les manifestant.e.s constataient que les entreprises françaises avaient un accès privilégié

au marché sénégalais aux dépens de la population locale. Des entreprises françaises – Total, Eiffage - qui exploitent les travailleurs et les ressources locales, ont aussi été attaquées.

Les manifestations contre l'hégémonie occidentale s'intensifient, et les nécessités matérielles poussent même les gouvernements les plus proches de l'Occident vers la Russie. Mais cette envie de revanche envers les ex-pays colonisateurs ne pourra pas satisfaire les besoins d'indépendance du continent : le risque lié à l'impérialisme chinois et russe est aussi très grand. Par exemple, la révolution soudanaise souffre face au pouvoir militaire soutenu, aussi, par le groupe de mercenaires russes Wagner. Une autre ex-colonie, le Sri Lanka, en défaut de paiement, a vu sa dette vis-à-vis de la Chine augmenter de manière démesurée. Les dépenses sri lankaises incessantes, financées par la Chine pour des projets sans utilité claire, ont mené le pays à une grave crise économique. Pendant que la répression tuait cinq manifestants, le gouvernement a reçu une proposition de la Chine : un deuxième prêt pour rembourser le premier. Le Sri Lanka a préféré demander conseil au FMI avec qui il organise une restructuration de la dette, un programme bien connu par le Sud Global (et de plus en plus par le Nord aussi) pour ses effets néfastes sur la population.

En conclusion, il est difficile d'écrire cet article sans un sentiment d'amertume et de dégoût face à la souffrance congolaise et africaine actuelle. Non seulement à cause

de l'histoire coloniale, mais aussi à cause de l'actualité elle-même, fruit de cette histoire. En Belgique, des organisations luttent pour que les Africains qui étaient en Ukraine obtiennent - eux aussi - un statut de séjour. En Belgique comme en Europe, de nombreux migrants postcoloniaux restent exploités. En Afrique, les tensions Congo-Rwanda font craindre le pire, notamment une potentielle guerre qui opposerait les deux pays.

Aujourd'hui, pour l'Afrique, l'invasion en Ukraine ne soulève donc pas uniquement des parallélismes entre le néocolonialisme et l'impérialisme russe. Elle pousse les différentes formes de luttes anticapitalistes et certains gouvernements anti-OTAN (souvent autoritaires et capitalistes autant que ceux pro-OTAN) à gagner en force en montrant à l'Europe qu'une meilleure politique est nécessaire si elle souhaite un soutien africain solide. En même temps, ce jeu est fragile dans un contexte où la dépendance de l'Afrique envers la Russie et la Chine est aussi de plus en plus solidifiée. Des brèches s'ouvrent dans le consensus de Washington et le néocolonialisme pour l'Afrique mais celle-ci risque de se retrouver soumise à d'autres formes d'exploitation.

¹ Paquet de mesures néolibérales appliquées par le FMI, la Banque Mondiale et le gouvernement états-unien depuis les années 1980

² <https://information.tv5monde.com/afrique/quels-sont-les-reseaux-pro-russes-en-afrique-452254>

CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ PAR EN-BAS AVEC LA POPULATION UKRAINIENNE

Par Gilles Maufroy
CIEP-MOC Bruxelles

JEAN VOGEL EST MAÎTRE D'ENSEIGNEMENT EN SCIENCES POLITIQUES À SCIENCE PO ULB ET PRÉSIDENT DE L'INSTITUT MARCEL LIEBMAN. IL EST ÉGALEMENT L'UN DES ANIMATEURS DU COMITÉ BELGE¹ DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE² ET A PARTICIPÉ AU MOIS DE MAI À UNE DÉLÉGATION INTERNATIONALE QUI S'EST RENDUE SUR PLACE EN SOLIDARITÉ AVEC LES MOUVEMENTS SOCIAUX UKRAINIENS³. NOUS NOUS SOMMES ENTRETENUS AVEC LUI À PROPOS DE CES EXPÉRIENCES



Jean Voguel ULB

Mouvements : Quelles sont la démarche et l'approche du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et du comité belge de ce réseau ? Peux-tu nous les présenter ?

Jean Vogel : Ce réseau européen a été constitué par des militant.e.s progressistes de plusieurs pays, qui voulaient affirmer leur solidarité avec la résistance du peuple ukrainien, dans une optique de gauche. Nous nous sommes mis d'accord sur une plateforme en onze points. Les points qui ont posé des problèmes, qu'on retrouve ailleurs, témoignent de perceptions différentes qui épousent en partie la géographie : pour les militant.e.s de l'Est et du Nord de l'Europe, tels que les Scandinaves, la résurgence de l'impérialisme russe est une évidence

et cette guerre en est une manifestation. Cela renvoie à des souvenirs historiques très ancrés, et c'est ce qui explique entre autres le basculement de l'opinion publique en Suède et en Finlande sur l'abandon de la neutralité. Par contre dans le Sud, en Espagne, en Italie et plus encore en Grèce, on reste dans une grille de lecture où l'ennemi c'est l'impérialisme US et son prolongement, l'OTAN. Cela a influencé à la fois leur

analyse de l'évènement, selon laquelle il y aurait une responsabilité historique des USA et de l'OTAN dans cette guerre du fait de l'acceptation par cette dernière de l'adhésion d'anciens membres du Pacte de Varsovie, et également leur refus d'une solidarité avec les Ukrainien.ne.s qui ne serait pas couplée étroitement à une dénonciation de l'OTAN. Au contraire, pour les militant.e.s ukrainien.ne.s ou polonais.e.s présent.e.s, il était impensable, dans le contexte actuel, de tenir une telle position sur l'OTAN, car ce serait, au mieux, inaudible dans leur pays. Le compromis adopté par le réseau donc été d'appeler à démanteler les blocs militaires dans le futur.

1 Sur Facebook : Comité belge du réseau européen de solidarité Ukraine

2 L'appel du réseau européen se trouve ici : <https://ukraine-solidarity.eu/francais>

3 Son compte-rendu se trouve sur le site de l'Institut Marcel Liebman :

<http://www.institut-liebman.be/index.php/2022/05/18/je-reviens-dukraïne-compte-rendu-par-jean-vogel/>

L'autre point d'achoppement portait sur la question du soutien à l'envoi d'armes par les gouvernements occidentaux au gouvernement et à l'armée d'Ukraine : l'argument qui s'y opposait affirmait que nous n'avons pas de contrôle sur cet armement et qu'il ouvrait la voie à un risque d'escalade militaire voire à un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN. L'argument favorable répondait que s'opposer à l'envoi d'armes revient à appeler les Ukrainiens à capituler ou à ne résister qu'« avec leurs fourches ». Nous appelons donc à soutenir la « résistance armée et non-armée », étant entendu que les organisations de gauche, syndicale et de la société civile, dans le monde d'aujourd'hui, ne sont pas en capacité d'envoyer des armes : notre solidarité peut se manifester sous bien d'autres formes.

Il nous a semblé important d'écouter les gens des pays directement touchés par ces enjeux. Au contraire, à Madrid, il y a eu un grand meeting avec Podemos, Izquierda Unida, mais aussi Jeremy Corbyn, Yanis Varoufakis ou encore Marc Botenga du PTB, auquel les Ukrainien.ne.s n'ont pas eu droit à la parole car le contenu de leur intervention n'était pas sous contrôle. Avec une telle posture, cette gauche prétend « mieux savoir » qu'eux ce qui est bon pour eux. En revanche, il ne s'agit pas non plus de tout reprendre à notre compte : des organisations ukrainiennes défendent une « adhésion juste et rapide à l'Union européenne », sans pour autant qu'aucun.e signataire de l'appel européen ne soit tenu.e de reprendre cette revendication. Cette position politique précise

n'est pas, à mon sens, une implication immédiate du devoir de solidarité.

Le comité belge s'est finalement constitué après que je me sois proposé pour participer à la délégation internationale de solidarité. Nous avons tenu une première réunion le 14 mai à laquelle une quarantaine de personnes ont participé, dont la moitié a indiqué vouloir participer activement. Nous avons lancé deux pages Facebook en français et en néerlandais, nous publions une lettre d'information, il y a un compte en banque, etc. Et nous faisons un meeting public le 18 juin. Nos objectifs sont de faire passer un message de solidarité avec la résistance de la population ukrainienne qui soit indépendant du discours dominant des gouvernements et de l'OTAN, et qui se démarque de certaines positions à gauche, qui sont soit, au pire, pro-Poutine, soit d'un pacifisme abstrait, soit encore ultragauchistes en apparence, renvoyant dos-à-dos les protagonistes et se réfugiant dans l'abstentionnisme, soit encore un mélange de tout ça.

Comment s'est passé le voyage de la délégation internationale de solidarité en Ukraine, à Lviv ? Avez-vous pu rencontrer des personnes d'autres villes et régions du pays ? Quel constat en retires-tu ?

JV : On n'a pas arrêté de rencontrer des gens : beaucoup se sont déplacés, depuis Kharkiv, Kyiv, pour nous voir. On en a vu d'autres, qui ne pouvaient se déplacer, par visioconférence : par exemple le président du syndicat indépendant des mineurs de

la région de Dniepro ou encore le président de l'association de défense des Roms. On a rencontré des syndicats, des associations de femmes et féministes, LGBTI+, des mouvements de gauche, etc. Le constat général est que pour tou.te.s, l'essentiel c'est la résistance à l'agression russe. Ils et elles sont pleinement engagé.e.s dans cette résistance. Cela implique une logique d'unité nationale par rapport à la nécessité de repousser l'agresseur. La gauche ukrainienne défend le rétablissement de l'intégrité territoriale complète de l'Ukraine.

En même temps, cette insertion dans la résistance à l'agression implique bien d'autres choses. Les tâches habituelles des mouvements sociaux sont profondément bouleversées et élargies par la guerre. Prenons par exemple, le syndicat des chemins de fer : les 10 millions de réfugié.e.s et de déplacé.e.s, la plupart de l'Est vers l'Ouest, dont la moitié à l'intérieur du pays, ont provoqué un afflux gigantesque de personnes. Les autorités publiques étaient totalement dépassées par la situation d'urgence : elles ne pouvaient pas assumer l'accueil, le logement, la nourriture, etc. Les syndicats ont donc pris ces tâches en main : les gares sont devenues des grands lieux d'accueil avec des tentes, des logements, des dispensaires, des soupes populaires, etc. Autre exemple, celui du personnel soignant : les soins de santé sont encore largement publics dans ce pays, avec un système très hiérarchisé et bureaucraté qui s'est révélé inefficace et a été débordé par la situation :

des formes d'auto-organisation se sont développées via les réseaux sociaux, où des milliers de soignant.e.s échangeaient sur les besoins, organisaient la répartition des moyens, etc. Leur demande était donc que l'aide venant d'ici soit horizontale et évite d'être engorgée dans les structures publiques ukrainiennes.

Les mouvements et organisations que nous avons rencontrés adoptent une position critique vis-à-vis du gouvernement ukrainien. Ce gouvernement a pris des mesures antisociales depuis le début de la guerre : la loi martiale interdit les grèves, par ailleurs très rares auparavant, et un certain nombre de droits sociaux fondamentaux et de conventions collectives ont été suspendus, notamment sur la flexibilité et le travail de nuit, tandis que les entreprises bénéficient de réductions d'impôts ! La politique économique penche donc à droite, alors qu'une autre politique, plus redistributive et populaire, devrait être envisagée dans cette situation de guerre. Les mouvements progressistes locaux font la distinction dans leur discours entre Zelensky en tant que président, qui jouit d'une énorme popularité et est considéré comme un symbole de la résistance, et la politique menée par le gouvernement...même si dans les faits, les deux sont liés. Par exemple, Zelensky a publié un décret sur la hausse des salaires des infirmières et du personnel soignant de première ligne, très mal payé. Les médias en ont parlé, mais par la suite, le gouvernement a dit que le budget ne permettait pas d'appliquer la mesure.

Peux-tu revenir sur les formes d'auto-organisation rencontrées au cours de votre séjour ?

JV : D'abord, au niveau de la « résistance armée » : depuis des années, le meilleur des forces de l'armée ukrainienne est dans le Donbass pour stopper l'invasion russe qui s'y concentre. Ailleurs dans le pays, notamment pour défendre Kyiv, ce sont les Unités de défense territoriale, composées de volontaires de 18 à 60 ans, qui assument ce rôle. Notamment

unités sont des supplétifs de l'armée, mais avec une grande part d'auto-organisation. Elles ont dû refuser du monde tellement il y avait de volontaires. Parfois, les groupes se constituent par affinité politique, des anarchistes par exemple - nous en avons rencontrés - mais aussi, à l'autre bout du spectre politique, des groupes d'extrême-droite.

Ensuite, il y a une société civile nombreuse et foisonnante, particulièrement depuis le Maïdan en 2014. On est loin de l'image



sous forme de guérilla sur les arrières des lignes russes mal préparées. Ce sont ces unités qui ont bloqué l'avancée russe et empêché la prise de Kyiv. Voilà déjà une première forme d'auto-organisation. A Lviv, nous avons vu des jeunes femmes et hommes, qui préparent le long des axes routiers pour les accès à la ville, des barrages filtrants avec contrôle du passage, qui peuvent se transformer en barricades avec des sacs de sable, des parpaings, des palettes de cocktail Molotov, etc., avec un aspect artisanal manifeste. Ces

d'une société post-soviétique « atomisée ». Par exemple, les organisations de femmes vont de l'organisation traditionnelle qui s'occupe d'aide sociale, d'aide à la maternité ou encore de refuges pour femmes, jusqu'à l'organisation féministe radicale ou queer, qui utilise les mêmes codes sociaux, culturels, de vocabulaire que les groupes similaires qu'on peut rencontrer en Belgique. Cette société civile-là est mobilisée, impliquée, transformée par la guerre. Nous avons parlé avec le président du syndicat des mineurs

du Donbass, un Ukrainien russophone qui correspond à l'imagerie typique du syndicaliste « à l'ancienne ». Soit dit en passant, le plus grand mensonge de la propagande de Poutine est de présenter cette guerre comme une guerre civile entre ukrainophones et russophones : la grande majorité des résistant.e.s et des victimes de l'agression russe sont des russophones.

termes de forces militantes, bien qu'elles ont un nom, un financement, des permanent.e.s, etc. Par ailleurs, du côté des partis, un parti tel que le PTB a rejoint les positions qui défendent « la paix » et condamnent l'invasion russe, sans se prononcer pour la résistance ukrainienne. Le problème avec le refus de toute livraison d'armes « à tous les belligérants »,



Quels seraient, selon toi, le rôle et les tâches du mouvement ouvrier en Belgique, vis-à-vis de cette guerre ? Concrètement, quelles initiatives concrètes pourraient être prises ?

JV : Le problème, en Belgique, c'est déjà le manque criant de débat dans le mouvement ouvrier. Les confédérations syndicales ont « simplement » repris les positions d'organismes historiques du mouvement pour la paix en Belgique, dont la représentativité est très douteuse en

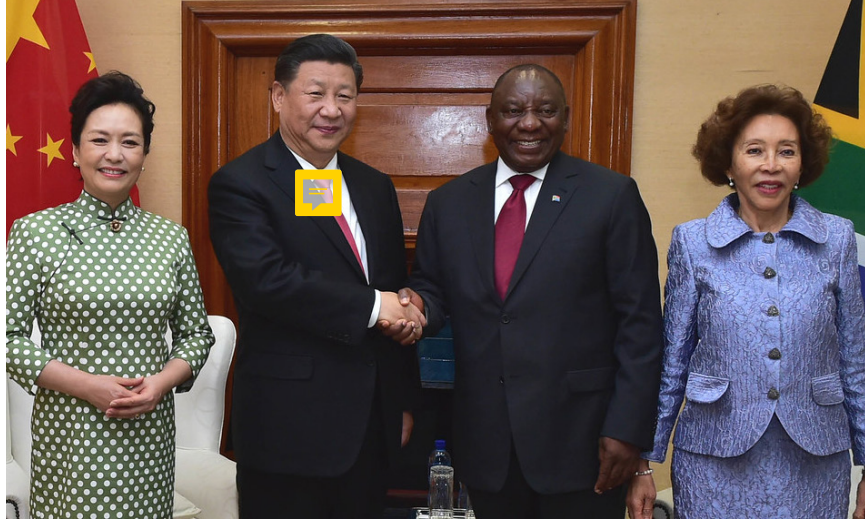
c'est que les Russes ne demandent pas d'armes, donc concrètement c'est au côté ukrainien qu'on refuse d'acquérir des armes. C'est une solution très facile alors qu'on a besoin de positions courageuses. Donc on constate des blocages dans le mouvement ouvrier en Belgique. Au niveau européen, du fait du poids des syndicats du Nord, les positions syndicales sont plus claires, bien qu'elles manquent de distance critique vis-à-vis de l'UE. Heureusement, ce qui se fait déjà et très régulièrement, ce sont des convois spontanés, syndicaux

notamment, pour amener de l'aide. Avec une ou deux voitures c'est parti. Nous avons des tas de contacts pour ça : si demain des syndicalistes de la santé en Belgique souhaitent entrer en contact avec leurs homologues en Ukraine, voir quels sont les besoins et envoyer

de l'aide, c'est faisable très rapidement. Le Comité belge du réseau de solidarité européen avec l'Ukraine est un facilitateur dans cette tâche.

Dans les discussions entre progressistes, notamment sur les réseaux sociaux, certaines analogies historiques sont mobilisées : on lit parfois qu'il ne s'agit que d'un conflit « entre impérialistes », à l'instar de la guerre de 14-18, d'autres répondent que le point de comparaison serait plutôt 1938-1939 justifiant une attitude différente par rapport à la guerre... Est-ce que ces arguments ont un sens, selon toi ?

JV : Cela peut avoir du sens, mais il faut alors être plus précis sur les références historiques. On peut dire que la guerre de 1914 était dans un sens le débouché des guerres balkaniques de 1912-1913, dont l'enjeu était la libération des Balkans du joug de l'empire ottoman. Et cela a dérapé entre les pays balkaniques eux-mêmes, puis leurs protecteurs respectifs, Autriche-Hongrie, Russie, etc. Donc la guerre actuelle, si on suit cette comparaison, pourrait déboucher sur



Xi Jinping président chinois et Cyril Ramaphosa président d'Afrique du Sud

une conflagration inter-impérialiste. C'est en effet une guerre qui a lieu dans le cadre d'une exacerbation des tensions et du conflit inter-impérialistes, lequel concerne en tout premier lieu les Etats-Unis et la Chine. En 1914, le conflit central était entre l'Allemagne et l'Angleterre : la guerre qui a commencé entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie était un conflit secondaire. Aujourd'hui, on n'est pas en 1914. Ce n'est pas l'OTAN qui a envahi l'Ukraine, mais bien la Russie, dont l'agression doit être repoussée. Si une guerre généralisée devait éclater, l'enjeu de l'Ukraine serait mis à l'arrière-plan, comme ce fut le cas en 1914 pour la Bosnie.

Si l'on voulait chercher une analogie historique plus proche, même si ce n'est jamais une simple reproduction, nous pourrions prendre l'exemple de l'agression japonaise contre la Chine dans les années 1930. Elle avait également commencé en 1931 par une agression partielle avec la création d'un Etat sécessionniste sous protectorat japonais, le Mandchoukouo dans le Nord-est de la Chine. En 1937, elle devient une guerre

généralisée, frontale, du Japon, pour envahir la Chine. Personne à gauche, à l'époque, n'a dit qu'il s'agissait d'un conflit inter-impérialiste : tous les courants défendaient le droit de la nation chinoise à résister face à l'agression japonaise...Et ce, en dépit du fait que la Chine était largement alimentée, notamment en armes, par des puissances impérialistes de l'époque, les USA, la Grande-Bretagne, etc. Et même à partir de 1941, alors qu'on pouvait dire qu'il y avait une guerre inter-impérialiste entre le Japon et les USA, ça n'enlevait rien à la légitimité de la résistance chinoise au Japon. Il faut donc faire une distinction en constatant qu'aujourd'hui s'il y a un conflit, une tension inter-impérialiste qui va en s'aggravant, la guerre au sens strict, n'est pas une guerre inter-impérialiste.

Un petit mot de conclusion ?

JV : Nous devons réaliser que la guerre en Ukraine est la plus grande guerre sur le continent européen depuis 1945 : son ampleur dépasse déjà les guerres en ex-Yougoslavie des années 1990 tant par le nombre de victimes que par ses conséquences. Il s'agit non seulement d'un pays qui défend sa souveraineté et son droit à l'autodétermination face à son grand voisin, mais aussi d'une société qui se bat dans son ensemble pour sa survie et son mode de vie. C'est pourquoi les Ukrainien.ne.s disent : « si les Russes arrêtent de se battre, il n'y a plus de guerre. Si les Ukrainien.ne.s arrêtent de se battre, il n'y a plus d'Ukraine ». Les militant.e.s LGBTI+ nous disaient « les gens comme nous, dans les zones sous

contrôle russe, ont leurs vies menacées ; nos ami.e.s sont kidnappé.e.s, violé.e.s ». Quand Poutine a fait son discours du 24 février pour dire que l'Ukraine était devenue une « anti-Russie », il a pris comme illustration le fait que l'Ukraine accordait la « liberté de genre », au mépris des valeurs traditionnelles russes. C'est assez clair.



BELGIQUE : LA FIN DU DÉSARMEMENT

Par Pietro Tosi
CIEP-MOC Bruxelles

MOUVEMENTS A RENCONTRÉ JÉROME PERAYA, PERMANENT DEPUIS 8 ANS AUPRÈS DE L'ASSOCIATION AGIR POUR LA PAIX, ASBL BRUXELLOISE QUI S'ENGAGE DANS LE MOUVEMENT ANTIMILITARISTE NON VIOLENT ET QUI LUTTE POUR UN MONDE SANS VIOLENCE ET SANS MENACE D'Y RECOURIR.



Jérôme Peraya

Mouvements : Quel a été le développement de l'industrie de l'armement belge dans les dernières années ?

Jérôme Peraya (Agir pour la Paix) :

Jusqu'à il y a peu, nous étions « les plus mauvais élèves » de l'OTAN avec un budget pour la Défense à 0,9 % du PIB alors que l'alliance exige 2 %. Mais en 2014, avec le gouvernement Michel qui réunissait l'extrême-droite nationaliste, la N-VA en l'occurrence, et les libéraux des deux bords linguistiques, on assiste à une volonté claire de réinvestir dans la défense. En effet, en 2015 arrive la « vision 2030 » qui dirige l'armée d'une part vers un personnel moins nombreux, des carrières plus courtes (les pensions occupent une trop grande partie du budget), des troupes gadgétisées et une série d'investissement avec renouvellement du gros matériel. Cette vision fait passer le budget défense à 1,53 % du PIB. Ces investissements permettent de se rapprocher des objectifs de l'OTAN en termes d'achat de matériel. Et dans une optique d'intégration à l'alliance, une partie de ces gros investissements se font auprès d'entreprises étasuniennes. Le cas du remplacement des F16 par des F35 de Lockheed Martin est ici emblématique. D'autant plus, que la seule raison du choix de cet appareil est qu'il est le seul à pouvoir être équipé des bombes états-uniennes nucléaires à gravitation, B61, qui sont sur le sol depuis presque 60 ans. Suite à cette vision est votée la première loi de programmation militaire qui engage la Belgique pour 9,2 milliards

d'euros d'investissements. Mais surtout qui fait un merveilleux petit tour de passe-passe démocratique car la majorité des investissements seront assumés par les gouvernements suivants.

Début 2022, avant la guerre en Ukraine et l'agression russe, le plan STAR (pour «Security, Technology, Ambition, Resilience») de la ministre Ludivine Dendoncker (PS) est adopté. Et celui-ci fera passer le budget de la défense de 4,4 milliards à 6,9 milliards d'euros en 2030, une augmentation du personnel, de nouvelles casernes, etc. Et il y a de grandes chances qu'une décision gouvernementale fasse passer une nouvelle augmentation budgétaire dans les semaines à venir pour atteindre les fameux 2 %. Depuis l'invasion de l'Ukraine, on nous a annoncé une « rawette » de 10 milliards, pour de nouveaux investissements, ce qui n'a ému personne alors qu'on cherche toujours les mesures concrètes et sérieuses pour les premières lignes des soins et services essentiels, héroïnes et héros de la pandémie, ainsi que pour aider les personnes qui subissent de plein fouet l'inflation, l'augmentation des coûts de l'énergie et la spéculation sur les matières premières.

En Belgique nous avons des structures qui jouent un rôle central dans la politique de l'armement, tels que la FN d'Herstal ou la CMI. Quel est leur rôle ?

JP : Une des problématiques majeures depuis longtemps c'est que la FN est une entreprise publique, c'est la Région wallonne. La position commune européenne de 2008 définissait les règles communes d'exportation d'armes et d'équipement militaire. Le deuxième critère est le respect des droits de l'homme et du droit international par les pays concernés. Le troisième critère met en avant que les États membres se doivent de refuser les licences d'exportation vers des régions/pays où celles-ci pourraient aggraver les tensions militaires dans le pays de destination finale. Malgré cela, la Belgique continue à vendre à des pays où ces conditions ne sont pas respectées. C'est l'exemple d'Israël ou de la Turquie, ou encore l'Arabie Saoudite, qui a utilisé ses armes pour une des plus grandes interventions militaires depuis 2015, la guerre au Yémen. Mais que les entreprises soient privées ou publiques, les exportations sont toujours accordées. Nous luttons avec succès pour les faire annuler avec la Coopération pour la Paix et la Démocratie (CNPAD). Mais la stratégie qu'on affronte est simple. Une fois annulées, elles finissent par être ré-émises et une nouvelle procédure doit être lancée épuisant nos ressources financières et nos énergies.

Quelle est la situation de l'armée belge aujourd'hui et ses relations avec ses alliés ?

JP : L'armée belge a été et reste une petite armée, comparée à ses alliés. Donc, ses choix en matière de politique de défense

sont liés à un travail de spécialisation. On ne peut pas être bon en tout et partout. Un choix de compétences reste nécessaire à faire. Par exemple, les pilotes belges sont reconnus internationalement pour leur qualité et la précision de leurs bombardements, dans les interventions des chasseurs-bombardiers. Mais l'armée belge est avant tout une armée intégrée à celles de ses alliées et de ses alliances. Ici encore, le cas du renouvellement des F16 par les F35 est un cas d'école. Comme nous l'avons vu précédemment, la première raison de son achat est la participation de la Belgique au partage nucléaire (nuclear sharing) de l'OTAN. Mais nous en achetons 34, or les experts du GRIP estiment que pour défendre l'espace aérien belge quatre sont suffisants. L'achat de ces nouveaux chasseurs-bombardiers, ce n'est pas pour la défense mais bien pour les interventions militaires à l'extérieur, avec ses alliés. L'essence de la politique étrangère belge d'un point de vue militaire est intimement liée à l'OTAN. Presque tous les terrains d'intervention militaire belge à l'étranger sont liés à ses alliances. L'armée belge se conçoit en effet comme intégrée et elle n'a pas les moyens d'intervenir toute seule.

Quel est l'impact de la guerre en Ukraine sur cet aspect ?

JP : L'intervention militaire russe en Ukraine redessine les relations internationales et « l'équilibre » géostratégique du monde. Une série d'interdits ont été levés. L'UE qui s'était construite sur une idée de paix se transforme en machine



Manneken Pis aux couleurs de l'OTAN avec Delphine Houba (PS) et Baiba Braže secrétaire générale adjointe de l'OTAN

de guerre. Bien qu'honnêtement, l'UE avait déjà commencé à trahir l'esprit de ses fondateurs en finançant depuis quelques années la recherche et développement pour stimuler sa propre industrie de l'armement. Nous sommes dans une forme de démondialisation qui va refaçonner les relations internationales d'un point de vue militaire, économique et énergétique. Il serait trop long ici de revoir toute l'histoire des relations entre l'Occident et la Russie post-soviétique mais des initiatives ont été lancées après la chute du mur de Berlin et la fin du Pacte de Varsovie pour construire une nouvelle architecture européenne de sécurité. Et force est de constater que ces opportunités ont été manquées. Aujourd'hui, on voit le résultat. « Si tu veux la paix, prépare la paix », or nous n'avons eu de cesse de préparer la guerre. On ne peut ici éluder la part de responsabilité dans le chef de l'OTAN qui depuis 1989 n'a jamais cessé de considérer la Russie comme un ennemi.

Quel impact ce nouveau contexte a sur le mouvement pour la paix en Belgique ?

JP : On assiste globalement à un processus de remilitarisation que ça soit au niveau de budget militaire national, mais également de militarisation des

esprits. Les classes dirigeantes nous préparent au fait qu'un conflit ne peut se résoudre qu'avec la violence. La question du dialogue est complètement évacuée aujourd'hui. Ce qui est évident c'est que la seule solution possible proposée est la réponse militaire ou sécuritaire. Cela s'observe pour la militarisation des frontières de l'Europe, pour la répression toujours grandissante contre le mouvement social ou dans les quartiers populaires. La militarisation est un processus transversal à la société. Et on peut légitimement penser que l'ensemble des conséquences de la crise climatique seront aussi gérées par des solutions sécuritaires que ce soit pour des questions d'approvisionnement ou pour la « gestion » des migrant·e·s climatiques.

Quels sont les propositions d'Agir pour la Paix ?

JP : Sans détailler ici l'ensemble de nos mesures spécifiques, mesurables, acceptables, réalistes et définies temporellement, nos propositions visent

à l'avènement d'un ordre mondial juste, démocratique, féministe, inclusif, décolonisé, respectueux de toute forme de vie et la planète, où la richesse serait partagée équitablement et dont le seul travail serait de maintenir la paix.

Une première chose qui semble évidente pour nous est que si l'on observe la situation des armes aux Etats-Unis nous constatons que moins il y a d'armes qui circulent, moins les chances sont grandes de voir advenir des fusillades comme nous avons trop l'habitude d'en observer. C'est la même chose au niveau international : il faut démilitariser, désarmer. Le désarmement nucléaire, évidemment mais aussi en ce qui concerne l'armement

conventionnel. Il faut réengager le dialogue. Un dialogue qui vise à chercher des solutions, et pas à affirmer la solution, favorise la population.

Il faut ensuite reconstruire une structure véritablement démocratique mondiale qui puisse gérer les aspects sécuritaires dans l'intérêt de toutes et tous. Une structure qui soit décolonisée, dé-hiérarchisée. Une structure qui ait pour seule boussole le bien commun de l'ensemble de la population mondiale. Mais sans doute sommes-nous des doux rêveurs. Et si c'est le cas, au moins nous portons la certitude que les rêves de paix ont mené l'humanité plus loin que ses rêves de guerres.

AGENDA

LE 23/08/2022, 06, 09, 20 ET 29/09/2022

SÉANCES D'INFOS ET DE TESTS POUR LA FORMATION
Technicien & Support PC/Réseaux



Organisateur : COFTeN

Adresse : rue de l'Abondance, 40 – 1210 Bruxelles

Tél : 02/219 91 12

Mail : contact@coften.be

VENDREDI 15 ET SAMEDI 16 JUILLET ENTRE 15H ET 18H

TOURNÉE VISIBILITÉ DES ÉQUIPES POPULAIRES DANS LE CADRE DE « RADIO 1070 », pour discuter des liens que nous voulons tisser, des droits que nous défendons et de l'avenir que nous construisons ensemble !

Organisateur : les Equipes Populaires de Bruxelles.

Lieu : métro Aumale

Personne de contact : [charlotte renouppez](mailto:charlotte.renouppez@equipespopulaires.be) – renouppez@equipespopulaires.be



mobilisation pour les libertés syndicales en Ukraine

